GUIDE TACTIQUE EN 20+ POINTS

LE NOUVEAU NARRATIF CLIMATIQUE UNE STRATÉGIE POUR SURMONTER LES RÉTICENCES À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

SOLARIMPULSE FOUNDATION

GUIDE TACTIQUE EN 20+ POINTS

LE NOUVEAU NARRATIF CLIMATIQUE

UNE STRATÉGIE POUR SURMONTER LES RÉTICENCES À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Malgré les efforts entrepris depuis le Sommet de la Terre en 1992 pour protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique, la situation n'a cessé de se dégrader. Non seulement il est difficile de mobiliser le public, les entreprises et les décideurs politiques autour de ces causes, mais on voit aujourd'hui de plus en plus de détracteurs de l'action climatique qui s'opposent directement aux mesures nécessaires - quand ils ne nient pas tout simplement la réalité des problèmes.

Plutôt que de s'enfermer dans un clivage conflictuel, il est essentiel de prendre en considération les opposants, d'écouter leurs arguments et de leur répondre dans un langage qu'ils peuvent comprendre, et non dans celui des convaincus.

Il est clair que présenter la protection de l'environnement comme difficile, coûteuse et sacrifiée à l'économie, à la mobilité et au confort n'a pas motivé grand monde.

Convaincus à juste titre du bien-fondé de leur cause, les défenseurs de l'environnement ont malheureusement manqué de psychologie en matière de communication: il a manqué un langage pour inspirer l'action plutôt que de susciter le déni; un narratif pour déclencher dans l'ensemble de la société la motivation d'agir plutôt qu'une volonté de résistance; une histoire convaincante sur la transition, capable de rallier les principaux décideurs à leur cause. Les ONG humanitaires savent qu'elles mobiliseront plus de ressources en présentant des réussites, en montrant les résultats de leurs actions, plutôt qu'un tableau sans espoir. Faisons de même pour l'environnement: montrons une image motivante de l'action climatique, permettant amélioration de la qualité de vie et la poursuite du développement économique.

Si une telle approche était utopique dans les décennies précédentes parce qu'il n'existait pas de solutions pour lutter contre le changement climatique et protéger l'environnement de manière économiquement rentable, les choses ont changé ces dernières années.

Il est donc impératif de concevoir un nouveau récit et de remplacer celui qui n'a pas fonctionné par le passé. Ce à quoi nous appelons n'est rien de moins qu'une révolution dans la manière de parler de l'action climatique.

À l'occasion de la COP 28, la Fondation Solar Impulse met à la disposition des responsables politiques et économiques une boîte à outils de communication stratégique pour les aider à faire preuve d'ambition et à vaincre les résistances à l'action climatique.

« Il est donc impératif de concevoir un nouveau récit et de remplacer celui qui n'a pas fonctionné par le passé. Ce à quoi nous appelons n'est rien de moins qu'une révolution dans la manière de parler de l'action climatique.»

Dr Bertrand Piccard
Président de la Fondation Solar Impulse

SOMMAIRE

CHANGER LE NARRATIF EN 20+ POINTS 06-17
LE GLOSSAIRE ALTERNATIF 18-19
POUR APPROFONDIR 20-21

POINT 01
L'importance de la concordance des langages 22-23

POINT 02
Parler de solutions, pas seulement de problèmes 24-25

POINT 03
L'action climatique, vecteur d'opportunités commerciales et de nouveaux marchés 26-27

POINT 04
Considérer la décarbonation comme une conséquence de la modernisation, non comme un objectif final 28-29

POINT 05
Mettre en évidence les économies et les retours sur investissement, non les coûts et les sacrifices 30-31

POINT 06
Il ne s'agit pas de technologies futures, mais de technologies existantes 32-33

POINT 07
Commencer par ce qui est facile et rentable 34-35

POINT 08
L'efficience plutôt que la sobriété et la décroissance
+
POINT 10
Qualité contre quantité 36-37

POINT 09
Précisez de quelle décroissance vous parlez 38-39

POINT 11
Nouvelles professions plutôt qu' emplois perdus 40-41

POINT 12
Diversification plutôt que secteurs menacés
+ 42-43
POINT 20
Urgence climatique ou impératif économique?

POINT 13
Pourquoi s'engager dans la transition si les grands acteurs continuent à polluer?
Pour obtenir un avantage compétitif! 44-45

POINT 14
Il s'agit de l'humanité, pas de la planète
+ 46-47
POINT 21
Il ne s'agit pas seulement de la lutte contre le changement climatique,
mais aussi de ses bénéfices cachés

POINT 15
Protéger la génération actuelle, pas seulement celle à venir 48-49

POINT 16
Comme dans tout autre espace, il faut fixer des limites légales aux
comportements irresponsables dans l'espace environnemental 50-51

POINT 17
Choisissez avec soin la manière dont vous nommez
et parlez de vos politiques
+ 52-53
POINT 18
Montrer vaut mieux que dire

POINT 19
Faire de la transition un avantage pour tous - du Nord au Sud 54-55

REFERENCES 56-59

CHANGER LE NARRATIF EN 20+ POINTS

Lorsqu'il s'agit d'action climatique, les mots peuvent soit motiver et susciter le changement, soit décourager et inciter à la résistance. Il est donc crucial d'adopter un nouveau langage – un langage qui met en avant les opportunités de transformation, le renouvellement et l'équité inhérents à la transition, présentant une image passionnante de l'action climatique. Cette section explorera plus de 20 points visant à reformuler l'action climatique afin d'aider les décideurs politiques et économiques à relever l'ambition et à surmonter la résistance en mettant l'accent sur les solutions plutôt que sur les problèmes.

01

POINT 01

L'importance de la concordance des langages

Pour convaincre quelqu'un, il faut utiliser son langage, pas le nôtre.

Le langage des opposants à l'action climatique se concentre sur la création d'emplois, le développement économique, la liberté d'action et la lutte contre les réglementations. C'est donc sur ces points qu'il faut centrer le débat, et non sur ceux du respect de la nature et de l'urgence de la protéger - car cela ne leur parle pas.

L'objectif est de démontrer que, même sans changement climatique, prendre les mesures nécessaires pour moderniser notre monde, rendre nos processus et nos systèmes plus efficients et nos économies plus rentables, est à la fois logique et écologique.

02

POINT 02

Parler de solutions, pas seulement de problèmes

L'action climatique est trop souvent présentée comme une contrainte plutôt que comme une voie enthousiaste vers un changement sociétal durable. Le discours dominant est celui de la crise, des problèmes, de l'urgence. Et ce, pour de bonnes raisons. Cependant, ce discours est perçu comme déprimant et donne l'impression que la situation est insurmontable.

L'espoir favorise l'action ; la peur fait fuir les gens. Se contenter d'évoquer les problèmes et l'urgence de la situation est contre-productif. Les gens se sentent impuissants face à un avenir menaçant et ne voient pas comment ni où agir. Ils sont paralysés, tel un cerf, aveuglé par les phares d'une voiture.

Dans ce contexte, même les dirigeants politiques qui souhaitent adopter un programme climatique plus progressiste sont contredits - et finalement punis - par leur électorat.

Plutôt que d'énumérer les problèmes, il faut parler en termes de solutions, d'opportunités offertes par la transition écologique. La mobilisation ne sera possible que si l'on met en avant les bénéfices tangibles. Si aucune solution économiquement viable n'existait par le passé pour protéger l'environnement, des milliers sont aujourd'hui disponibles dans le domaine de l'eau, des énergies propres, de l'efficacité des ressources, de la mobilité, de la construction, des bâtiments, de l'industrie, de l'agriculture, de l'économie circulaire et de la gestion des déchets. Encore faut-il qu'elles soient mises en œuvre, ce qui n'est malheureusement pas la norme, même si investir dans ces solutions disponibles est rentable pour les investisseurs comme pour les consommateurs, dans les marchés riches comme dans les marchés émergents.

Les négociations actuelles de la COP ne sont pas axées sur les opportunités, mais sur la lutte contre un phénomène - le changement climatique, par le biais d'un processus entraînant des difficultés, des coûts et des dommages à l'économie. Cela divise les acteurs, alors que mettre sur la table toutes les solutions rentables et étudier lesquelles sont pertinentes pour qui, pourrait créer un consensus.

03

POINT 03

L'action climatique, vecteur d'opportunités commerciales

La transition écologique ne doit pas être perçue comme coûteuse. De nouvelles entreprises proposant de nouveaux produits et services se développeront, tandis que les entreprises existantes verront des opportunités d'expansion et de diversification.

Les entreprises qui investissent dans la recherche et le développement de technologies respectueuses de l'environnement peuvent exploiter les marchés émergents en proposant des produits efficaces en énergie, des matériaux durables et des solutions écologiques. Ces innovations offrent des opportunités commerciales lucratives dans des secteurs aussi divers que la construction durable, la mobilité électrique et les technologies de réseaux intelligents.

Aujourd'hui, les entreprises peuvent capter la chaleur résiduelle des usines pour réduire les coûts de chauffage. Elles peuvent également transformer les fuites de méthane et d'autres déchets en produits utilisables. Elles peuvent transformer ou vendre des sous-produits de processus industriels pour créer de nouvelles activités ou de nouvelles sources de revenus. Elles peuvent utiliser l'analyse des données pour rendre la logistique plus fluide et plus efficace.

Les possibilités sont innombrables et justifient que les entreprises examinent tous les aspects de leur fonctionnement. Les solutions à la crise climatique relèvent souvent du bon sens et ne demandent qu'à être exploitées. Un environnement réglementaire plus sûr serait utile, mais les entreprises qui prennent les devants dès maintenant récolteront les premiers avantages, en réalisant davantage d'économies et en découvrant de nouveaux produits et de nouveaux marchés.

04

POINT 04

Considérer la décarbonation comme une conséquence de la modernisation et non comme un objectif final

Nous associons régulièrement l'action climatique et la décarbonation. Mais ces mots font peur à beaucoup, car ils sont associés dans les esprits à des dépenses excessives, à une baisse du développement économique et à un danger pour l'industrie et l'emploi.

S'il est un mot qui fait consensus, c'est bien celui de « modernisation ». Et c'est exactement ce dont il devrait s'agir. Où que nous regardions aujourd'hui, nous voyons des moteurs thermiques, des processus de production, des systèmes de chauffage, de refroidissement et d'éclairage inefficaces, ainsi que des bâtiments mal isolés, qui non seulement émettent tous du CO_2, mais qui gaspillent également des ressources précieuses et donc de l'argent.

Le remplacement de ces systèmes et infrastructures obsolètes et polluants, encore largement utilisés dans le monde, par des alternatives modernes représente une opportunité commerciale rentable grâce à l'efficience inhérente aux nouvelles solutions techniques. La modernisation serait une cause beaucoup plus motivante pour toutes les parties prenantes. En utilisant le vaste éventail de possibilités disponibles, la modernisation conduirait naturellement à la décarbonation, qui deviendrait ainsi une conséquence logique plutôt qu'un objectif final, par nature controversé. Modernisons-nous avec l'efficience, le respect et la rentabilité comme boussole.

05

POINTS 05

Mettre en évidence les économies et les retours sur investissement, et non les coûts et les sacrifices

Les citoyens ne devraient pas avoir à choisir entre bénéfice environnemental pour société, et avantage individuel, pour leur portefeuille. Investir dans des solutions efficientes est financièrement rentable pour les investisseurs et les consommateurs des marchés riches et émergents. L'achat d'une pompe à chaleur représente certes un investissement au départ, mais les économies réalisées sur la durée totale de possession sont considérables.

La transition écologique se fera quand les citoyens saisiront les opportunités qui s'offrent à eux, plutôt que de subir et de se sentir responsables de l'impératif de cette transition. Demander aux gens de faire des sacrifices sans retour immédiat ne fait que créer des résistances. Montrons plutôt comment chacun peut améliorer sa qualité de vie grâce à des solutions technologiques propres, abordables et accessibles. Les politiques doivent rendre attractif l'engagement des citoyens et leur participation à une évolution sociétale bénéfique et durable.

06

POINTS 06

Il ne s'agit pas de technologies futures, mais de technologies existantes

Au cours des dernières décennies, il n'existait pas de solutions économiquement viables pour protéger l'environnement, si bien que nous avons entendu des scientifiques et des décideurs dire qu'aucun progrès écologique ne pouvait être réalisé sans innovation et sans invention de technologies futures.

Les développements dans ce domaine ont été spectaculaires ces dernières années, mais beaucoup n'en ont pas encore pris conscience et conservent la même devise : attendre les technologies futures avant d'agir.

Il existe aujourd'hui des milliers de solutions techniques offrant de nouvelles opportunités industrielles pour protéger l'environnement : des sources d'énergie propres moins chères que les combustibles fossiles, des matériaux de construction décarbonés, des bâtiments neutres en énergie, des processus industriels ou agricoles efficients, des systèmes de gestion des déchets performants, permettent l'évolution de nos sociétés vers une économie véritablement circulaire, où l'augmentation de l'efficience accroît la viabilité financière.

Si ces solutions étaient largement utilisées, leurs producteurs développeraient leurs activités et créeraient de nouveaux emplois, tandis que leurs utilisateurs économiseraient de l'argent, augmenteraient leur pouvoir d'achat et amélioreraient leur qualité de vie.

07

POINT 07

Commencer par ce qui est facile et rentable

Nous entendons trop souvent dire qu'il est impossible de décarboner notre mode de vie, en prenant pour exemple le secteur de l'aviation, aux difficultés bien connues.

Au lieu de nous concentrer sur les questions les plus difficiles, commençons par celles pour lesquelles des solutions tangibles et matures existent déjà et offrent un retour sur investissement positif, comme les bâtiments intelligents, la gestion des déchets, l'économie circulaire, les processus industriels modernes, l'efficience des ressources, etc.

Ces secteurs, où les politiques et la prise de décision peuvent faire une différence rapide et durable, sont nombreux. Concentrons nous sur la récolte de fruits à portée de main plutôt que de viser des cîmes.

08

POINT 08

L'efficience plutôt que la sobriété et la décroissance

Même s'il est clair que l'humanité consomme beaucoup trop de ressources naturelles, les opposants à l'action climatique craignent les termes de sobriété et de décroissance. Nous devrions plutôt parler d'efficience, qui est essentiellement un moyen d'obtenir de meilleurs résultats en optimisant la consommation des ressources.

Aujourd'hui, la notion de sobriété est associée au fait de faire moins avec moins, à une réduction liée à un sacrifice. A l'inverse, l'efficience est une réduction liée à un profit : faire mieux avec moins.

L'utilisation du terme décroissance a un impact négatif sur les décideurs économiques et politiques, ainsi que sur les électeurs. S'ils ne sont pas des écologistes actifs, prêts à faire les efforts et les sacrifices nécessaires, ils y verront une perte de confort, de pouvoir d'achat, de qualité de vie.

09

POINT 09

Précisez de quelle décroissance vous parlez

Le mot « décroissance » occasionne un vaste malentendu si l'on ne précise pas ce qui doit décroître. S'il s'agit de la pollution, de l'inefficacité, du gaspillage, de la surproduction et de la surconsommation, nous pouvons créer un consensus. Cependant, la décroissance de l'économie en elle-même suscite non seulement des résistances, mais pose également la question des financements disponibles pour l'éducation, la santé, la protection sociale et les régimes de retraite.

La croissance de l'économie apportera le bien-être social, tandis que la croissance de la production et de la consommation détruira l'environnement mais aussi épuisera les ressources naturelles, ce qui augmentera leur coût et nuira à l'économie. Plus généralement, nous ne devons pas craindre de dire que la croissance illimitée, « sans restriction de la production », est un concept dangereux et archaïque que nous devons laisser derrière nous. En conséquence, les indices de prospérité tels que le Produit Intérieur Brut (PIB) devraient être réformés. La question principale reste la suivante : est-il possible de faire croître l'économie tout en diminuant la consommation ? Le point suivant montre comment procéder.

10

POINT 10

Qualité contre quantité

Jusqu'à présent, le développement économique était associé à la quantité de production, de consommation et de déchets. Cependant, les progrès des technologies propres permettent de changer ce paradigme, en liant le développement économique à la qualité de l'efficience plutôt qu'à la simple quantité de produits et de consommation. En ce sens, remplacer ce qui est polluant par ce qui protège l'environnement est l'opportunité commerciale du siècle.

Associer le développement économique à la qualité de l'efficience, en mettant en œuvre des solutions propres et rentables, permet une approche plus durable du développement économique que la vente d'un nombre toujours croissant de produits à des prix toujours plus bas, avec des salaires plus faibles et des inégalités sociales dangereuses. La vente d'une qualité durable peut permettre une marge bénéficiaire plus élevée et de meilleurs salaires du côté du producteur, ainsi qu'un coût plus faible sur la durée totale de possession pour le consommateur.

Utiliser moins d'énergie pour produire mieux et plus longtemps, c'est le cœur de l'économie qualitative permise par la transition écologique.

11

POINT 11

Nouvelles professions contre emplois perdus

Beaucoup craignent de perdre leur emploi dans la nouvelle économie qualitative.

Si certains emplois disparaîtront certainement, de nouvelles professions verront aussi le jour. De nombreuses études montrent que le bilan sera positif. Mais nous devons former les travailleurs aux besoins qui découleront des nouvelles opportunités commerciales telles que l'installation de pompes à chaleur, de panneaux solaires et de chargeurs de VE, la rénovation de bâtiments et le remplacement d'anciennes infrastructures par des infrastructures modernes.

Le mot-clé d'une transition juste et en douceur devrait être celui d'amélioration des compétences : il est de plus en plus nécessaire que notre main-d'œuvre se modernise, tout comme nos processus évoluent pour devenir plus efficients à l'avenir. Nous devrions valoriser ces nouveaux travailleurs en les appelant « techniciens du futur ».

12

POINT 12

Diversification et secteurs menacés

Tout comme les professions, des secteurs entiers et des industries devront également évoluer, se diversifier et se moderniser.

N'oublions pas que les secteurs difficiles à maîtriser, qui reposent aujourd'hui sur des ressources limitées, peuvent bientôt voir des infrastructures valant des milliards devenir obsolètes. Les investisseurs à long terme, tels les fonds de pension, les considèreront comme des actifs échoués. Cela représente un danger considérable pour le marché boursier et peut rapidement se transformer en crise si tous les investisseurs le comprennent en même temps et tentent de vendre leurs actions.

Les plus précoces dans cette diversification, s'ils sont accompagnés des politiques appropriées et d'un environnement favorable, seront les premiers à récolter les fruits de la transition, en renforçant la confiance des investisseurs et des actionnaires.

En substance, la transition équivaut à une nouvelle révolution industrielle, qui s'adapte aux besoins d'aujourd'hui tout en assurant la pérennité de ses activités et en évitant les actifs échoués.

13

POINT 13

Pourquoi s'engager dans la transition si les grands acteurs continuent à polluer? Pour obtenir un avantage concurrentiel!

Très peu de pays apporteraient une amélioration significative au plan global en atteignant la neutralité carbone à eux seuls, et se demandent donc pourquoi ils devraient faire un effort alors que les grands pollueurs ne réduisent pas leurs émissions.

Nous devons penser la transition écologique moins comme une réponse à la crise climatique, mais plutôt comme la seule option rationnelle pour assurer la rentabilité, la durabilité et la compétitivité au sein d'une économie qualitative.

En fait, les pays les plus avancés dans l'action climatique deviendront les plus modernes et les plus efficaces. En prenant des décisions stratégiques avant qu'il ne soit trop tard, les pionniers auront plus d'options par la suite.

Cette approche encourage les pays à considérer l'action climatique comme un moyen de devenir plus modernes et plus efficients, ce qui permet de dégager des avantages financiers et d'acquérir un avantage concurrentiel sur le marché mondial.

14

POINT 14

Il s'agit de l'humanité, pas de la planète

Nombreux sont ceux qui considèrent que le problème du changement climatique ne concerne que la nature et qui veulent « sauver la planète ». Or, ce n'est pas la planète qui est menacée, mais l'humanité et la qualité de vie de chaque individu. En fait, la planète se portera mieux sans les humains, et ce sont les humains eux-mêmes qui seront affectés, et qui commencent déjà à l'être.

Tout comme le changement climatique a un impact négatif sur l'Homme, l'action climatique peut avoir et aura un impact positif sur la qualité de vie de l'être humain !

15

POINT 15

Protéger la génération actuelle, et pas seulement la génération future

Nous parlons trop souvent de l'action climatique comme d'un moyen de protéger les générations futures, alors qu'elle devrait être conçue comme un moyen d'apporter des avantages et une protection aux habitants actuels de la planète.

Très peu de gens accepteront de changer leur comportement aujourd'hui pour préserver ceux qui vivront demain, surtout si ce comportement est perçu comme sous-optimal pour leur confort. Qui renoncera à utiliser sa confortable voiture à moteur à combustion aujourd'hui pour empêcher la fonte du pôle Sud dans 30 ans ?

En outre, on nous a dit que les premiers symptômes du changement climatique apparaîtraient dans la seconde moitié du siècle, mais les catastrophes naturelles sont déjà de plus en plus fréquentes et sévères. Par conséquent, le fait de positionner l'action climatique comme un moyen de protéger la population actuelle et d'améliorer son bien-être immédiat peut favoriser un plus grand engagement de la part du public.

Nous avons la responsabilité de montrer dans quelle mesure les ménages les plus modestes bénéficieront également des changements sociétaux appelés par la transition. Nous devons également montrer comment, grâce à une mise à niveau et à une requalification massives et nécessaires, chacun peut trouver un emploi dans une nouvelle économie qualitative qui ne laisse personne de côté. Les solutions existent aujourd'hui ; il doit en être de même pour les bénéfices.

POINT 16

Comme dans tout autre espace, il faut fixer des limites légales aux comportements irresponsables dans l'espace environnemental

16

Il ne s'agit pas d'avoir plus de réglementations, mais des réglementations plus pertinentes.

L'argument contre les réglementations environnementales est souvent axé sur la notion de restriction des libertés individuelles. Cependant, il est essentiel de faire savoir que les limitations ne sont pas propres à l'action climatique, mais qu'elles sont communes à tous les domaines, pour le plus grand bien de tous.

Comme le dit le proverbe, « la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres ». Peu de gens remettent en question les limitations de vitesse, les réglementations relatives à l'impôt sur le revenu ou les normes sanitaires en matière de production alimentaire. Tous ces éléments limitent notre liberté et notre libre arbitre, mais aussi notre capacité à nous nuire ou à nuire à autrui. Nous devons considérer l'environnement de la même manière.

Le cadre juridique actuel nous permet encore d'endommager notre environnement en gaspillant les ressources naturelles, en polluant l'air, l'eau et les sols, et donc en nous nuisant à ce nous-mêmes et à ceux qui nous entourent. L'objectif n'est pas d'avoir plus de réglementations, mais de moderniser la législation, les normes et les standards, afin de créer la nécessité d'utiliser les nouvelles solutions propres et efficaces en les mettant sur le marché.

L'application de la responsabilité environnementale est ce qui peut garantir l'égalité d'accès à une vie saine et équilibrée dans laquelle notre société peut fonctionner au mieux.

POINT 17

Choisissez avec soin la manière dont vous nommez et parlez de vos politiques

17

Si vous choisissez les mauvais mots, l'électorat peut (et c'est probablement ce qu'il fera) anéantir votre politique, quelle que soit sa qualité. Il convient donc d'accorder la même importance à la politique et au message qui lui est associé.

Par exemple, le mot « vert » est souvent associé à l'aile gauche de l'échiquier politique et ne peut pas être facilement approuvé par d'autres partis politiques. Les mots « propre » ou « efficient » sont manifestement plus appropriés.

Considérez que la taxe carbone du Canada n'est jamais qualifiée de taxe et qu'elle est structurée de manière à ce que les revenus reviennent aux citoyens sous la forme d'un remboursement. Considérez que l'Inflation Reduction Act américain est en fait un catalyseur sans précédent pour l'action climatique, mieux perçu que le Green Deal européen qui est associé dans l'esprit des gens au parti politique vert. En Suisse, la droite s'est battue contre la loi sur le climat, qui aurait été plus facilement acceptée si elle avait été appelée « loi de modernisation ».

18

POINT 18

Montrer vaut mieux que dire

Trop souvent, nous entendons le fameux « Il faut agir maintenant », mais sans comprendre comment agir et quoi faire.

Pour conserver leur crédibilité, les militants et les décideurs ne doivent pas se contenter d'annoncer des intentions ou des objectifs sans expliquer clairement comment ils les atteindront.

Lorsque nous entendons des politiciens ou des grands chefs d'entreprise vouloir réduire les émissions de CO_2 de X % d'ici une certaine date ou limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C, cela apparaît comme un vœu pieux, en plus d'être abstrait pour la majeure partie de la population. Rien ne se passera si des plans d'action concrets ne sont pas clairement établis, comprenant un cadre juridique et réglementaire clair, des procédures et surtout des solutions concrètes, tangibles et matures pour atteindre ces objectifs.

19

POINT 19

Faire de la transition un avantage pour tous – du Nord au Sud

Si la lutte contre le changement climatique est présentée comme un sacrifice financier pour les pays riches et une menace pour la croissance économique des pays en développement, elle se heurtera à l'opposition du monde entier.

Même si les sondages montrent que le changement climatique est en tête des préoccupations des ménages à faibles revenus, la transition écologique est toujours perçue comme inaccessible ayant des barrières à l'entrée (trop) élevées. Elle devrait être au contraire une source d'équité. La transition n'est pas réservée aux quelques heureux propriétaires de véhicules électriques, elle commence au niveau de l'usine.

Il s'agit de processus différents au Nord et au Sud. Le Nord doit moderniser ses activités, ce qui implique le remplacement d'infrastructures polluantes et coûteuses, tandis qu'au Sud, les infrastructures doivent directement être construites de manière moderne et efficace. La production centralisée d'électricité à partir de combustibles fossiles n'atteindra jamais la périphérie sans passer par des lignes souvent inabordables pour les pays en développement ; les énergies renouvelables décentralisées à grande échelle, solaire, éolienne, géothermique, biogaz, turbines électriques pour les petites rivières, fourniront aux populations locales une électricité à faible coût, permettant l'éducation, la santé, la création d'emplois et tous les autres aspects du développement. C'est sur ce domaine que les agences de développement devraient se concentrer.

Pour les citoyens des économies émergentes, la notion d'équité est particulièrement importante. Cette revendication par les pays du Sud découle des avantages économiques acquis par les pays occidentaux ayant eux basé leur croissance économique sur des processus écocides. Ces mêmes pays s'érigent aujourd'hui comme grands défenseurs de l'action climatique, qu'ils n'ont pas mis en pratique chez eux lors de leur phase intensive de développement.

Les économies émergentes ne doivent pas souffrir des mêmes erreurs que les économies développées et doivent au contraire bénéficier d'une voie plus efficace vers une croissance équitable et une justice globale.

20

POINT 20

Urgence climatique ou impératif économique ?

Les secteurs industriels ou les gouvernements qui sont réticents à prendre des mesures en faveur du climat ne seront pas réceptifs à la notion d'urgence d'agir. Mais il existe une autre urgence qui peut les toucher davantage : l'impératif d'économiser de l'argent. Chaque minute, des gens perdent des sommes considérables en utilisant des ampoules traditionnelles plutôt que des LED, des énergies fossiles plutôt que des sources renouvelables moins chères, des systèmes de chauffage au gaz ou au fioul plutôt que des pompes à chaleur, des bâtiments mal isolés et des processus industriels obsolètes. Les entreprises qui résistent à l'action climatique au lieu de s'engager souffriront en manquant les nouvelles opportunités commerciales qui s'offrent à elles.

21

POINT 21

Il ne s'agit pas seulement du changement climatique, mais aussi des bénéfices cachés.

Les négateurs du changement climatique pensent qu'il n'est pas pertinent d'agir contre les secteurs émetteurs de CO_2, mais ils doivent comprendre qu'il ne s'agit pas « seulement » du changement climatique. Même s'il n'y avait pas de réchauffement climatique, il y aurait toujours tous les autres facteurs associés aux activités humaines préjudiciables, comme la pollution (la pollution de l'air à elle seule tue 8 millions de personnes par an), l'épuisement des ressources naturelles (qui augmente le coût de l'énergie et réduit donc le pouvoir d'achat des citoyens) ou l'appauvrissement de la biodiversité.

LE GLOSSAIRE

En communiquant sur l'action climatique, nous pouvons influencer de manière significative la perception et l'acceptation générales en remplaçant certains mots, comme par exemple

REMPLACE CECI	>	PAR CECI
DÉCARBONATION		MODERNISATION
COÛT		INVESTISSEMENT RENTABLE
PROBLÈMES		SOLUTIONS
LA CRISE		OPPORTUNITÉ
EMPLOIS MENACÉS		NOUVELLES PROFESSIONS
OBJECTIFS		FEUILLES DE ROUTE
DIFFICILE		MOTIVANT
LES PROCHAINES GÉNÉRATIONS		GÉNÉRATIONS ACTUELLES
SACRIFICE		AVANTAGES
DÉCROISSANCE		ECONOMIE QUALITATIVE
SOBRIÉTÉ		EFFICIENCE
PLUS DE RÈGLEMENTS		RÉGLEMENTATIONS MODERNES
ÉCOLOGIQUE		LOGIQUE

REMPLACE CECI	>	PAR CECI
NOUS DEVONS AGIR MAINTENANT		C'EST AINSI QU'IL FAUT AGIR MAINTENANT
PROTECTION DE LA NATURE		PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT
ACTION POUR LE CLIMAT		NOUVELLES OPPORTUNITÉS COMMERCIALES
PROTÉGER LA PLANÈTE		AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DE L'HOMME
VERT		PROPRE
ACTION À LONG TERME		AVANTAGES À COURT TERME
COÛTEUX		PERMETTANT DES ÉCONOMIES
FERMER LES SECTEURS POLLUÉS		DIVERSIFIER
TECHNOLOGIES DU FUTUR		TECHNOLOGIES EXISTANTES
«D'AUTRES POLLUENT ENCORE"		« NOUS POUVONS ÊTRE PLUS MODERNES QU'EUX »
QUANTITÉ		QUALITÉ
URGENCE CLIMATIQUE		IMPÉRATIF ÉCONOMIQUE

POUR APPROFONDIR

Que l'on puisse parler d'un nouveau discours climatique s'explique par le fait que les données concrètes ont changé : il est désormais à la fois techniquement possible et rentable de protéger l'environnement, ce qui n'aurait pas pu être affirmé même il y a une décennie. Bien que ces solutions ne soient pas encore déployées à l'échelle nécessaire, il est impératif d'aider les citoyens et les entreprises à comprendre les possibilités qu'elles offrent. Cette section approfondit davantage les points soulevés dans la section 1, en fournissant du contexte et des exemples pour soutenir le narratif proposé, y compris les conditions qui doivent être remplies pour garantir que la transition écologique puisse libérer tout son potentiel.

POINT 01

L'importance de la concordance des langages

Pour convaincre quelqu'un, il faut utiliser un langage qui correspond à ses intérêts.

Cela vaut pour l'action climatique comme pour toute autre entreprise. Il est très bien de parler de l'importance de la protection de l'environnement ou de la nécessité d'une action urgente pour stopper la hausse des températures si ce n'est pas ce qui préoccupe votre public. À tort ou à raison, le langage des opposants à l'action climatique se concentre sur la création d'emplois, le développement économique, la liberté d'action et la lutte contre les réglementations. Or, ce sont souvent ces acteurs qui détiennent le plus de pouvoir dans l'économie mondiale. Il est donc nécessaire de recentrer le débat sur ces points.

Certains pourraient considérer qu'il s'agit d'une trahison de ceux qui cherchent à protéger l'environnement et que c'est le système économique dominant qui est en cause et qu'il convient de radicalement modifier pour que nous ayons une chance d'atteindre nos objectifs en matière de climat. C'est tout à fait compréhensible, mais ces groupes sont déjà convaincus de la nécessité d'agir.

> La réalité est que la transition écologique est une chance, et non une épreuve à subir.

Seule une minorité est prête à faire des sacrifices pour le bien commun, à se priver, à payer plus pour protéger l'environnement. Alors que les sondages montrent de nombreuses personnes se sentent profondément concernées par le changement climatique, elles ne savent pas quoi faire ou ne sont pas prêtes à le faire de peur d'être perdantes. Cette partie de la population aimerait protéger l'environnement sans sacrifice, sans dépenser beaucoup d'argent, sans tout changer dans leur entreprise.

C'est là que la partie se joue.

C'est pourquoi nous devons adapter notre discours et raconter une autre histoire sur l'action climatique. La réalité est que la transition écologique est une chance, et non une épreuve à subir.

L'objectif est de démontrer que, même sans changement climatique, prendre les mesures nécessaires pour moderniser notre monde, rendre nos processus et nos systèmes plus efficaces et nos économies plus rentables, est autant logique qu'écologique.

Nous devons faire correspondre le langage aux nouvelles opportunités qu'offre la transition écologique. Pour les entreprises, il s'agit d'un nouveau type de croissance axé sur la qualité, l'efficacité et la réduction des déchets, sur de nouveaux marchés et sur la diversification des secteurs et des revenus. Pour les particuliers, c'est la reconnaissance du fait que la transition est un changement, mais pas un coût. Une transition qui se traduit par des factures moins élevées et une meilleure qualité de vie, dans le respect de l'environnement. Pour les gouvernements, il s'agit d'une grande variété de choses : création d'emplois, réduction des coûts des soins de santé et bien d'autres gains indirects qui peuvent améliorer la vie des citoyens. Au niveau macroéconomique, il s'agit de changer le paradigme économique et d'offrir un avantage concurrentiel sur la scène mondiale.

Pour que la transition écologique devienne une réalité, nous devons veiller à ce que les discussions, plutôt que de se concentrer sur le climat en soi, soient adaptées aux intérêts spécifiques de l'individu ou du groupe avec lequel nous nous engageons. L'alignement du discours sur leurs préoccupations et priorités particulières doit également s'accompagner d'efforts visant à montrer ce que chacun d'entre nous peut gagner grâce à la transition écologique - un processus qui touchera tous les aspects de notre vie. SIF

POINT 02

Parler de solutions, pas seulement de problèmes

Le changement climatique n'est pas un phénomène nouveau. Cela fait près de 40 ans que les scientifiques étudient la question et alertent sur la situation.[1]

Les prévisions sont de plus en plus inquiétantes : hausse des températures, phénomènes météorologiques extrêmes et fonte des calottes glaciaires. Aujourd'hui, nous observons déjà des phénomènes météorologiques dévastateurs tels que les vagues de chaleur, les ouragans, l'érosion, les inondations et les incendies. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a bien résumé la situation l'année dernière : « nous sommes sur l'autoroute de l'enfer climatique, le pied sur l'accélérateur ».[2]

Malgré les avertissements incessants, les progrès sont insuffisants. Ces nouvelles suscitent en nous un sentiment d'anxiété et de crainte quant à l'avenir.

Il est scientifiquement prouvé que la peur paralyse. Mieux connu sous le nom de réflexe de paralysie par la peur (RPP),[3] ce mécanisme naturel est inscrit dans notre cerveau. Lorsque nous nous trouvons dans une situation où nous ne nous sentons pas en sécurité, notre corps nous dit de nous arrêter.

Il est donc essentiel de modifier le discours sur l'action climatique. Non pas parce que nous n'avons besoin que d'espoir, mais plutôt parce que cela reflète notre réalité[4] et que c'est là se situe la clé pour déclencher le changement. Nous en avons vu les prémices dans la dernière partie du rapport AR6 du GIEC l'année dernière,[5] consacré aux solutions que l'humanité peut mettre en place pour contenir le dérèglement climatique. L'espoir se nourrit de l'évocation de solutions.

L'innovation est florissante et il existe des milliers d'innovations sur lesquelles nous devons communiquer et mettre en œuvre. Ces solutions foisonnent dans tous les domaines (eau, énergie propre, efficacité des ressources, mobilité, construction, logement, industrie, agriculture, économie circulaire et gestion des déchets) et s'adaptent à tout type d'environnement : pays développés comme pays en développement.

Chacune de ces solutions existe aujourd'hui et représente une opportunité de rendre notre monde plus durable, d'économiser davantage et de moins gaspiller.

Voici quelques exemples : 90 %[6] du méthane provenant des décharges peut être capté et utilisé pour chauffer les villes. La pollution et la chaleur des gaz de combustion peuvent être récupérées pour produire de l'énergie jusqu'à 80 %[7] moins chère que le gaz naturel. La distribution d'eau traitée peut être réduite de 50 %[8] pour les autorités locales dans les villes grâce aux technologies d'IA et de 30 %[9] pour les particuliers dans les bâtiments grâce à l' identification des fuites. La végétation sur les toits peut réduire la température jusqu'à 4°C[10] en cas de canicule. Les matériaux biosourcés à base d'herbe ou de noix de coco[12] peuvent être utilisés pour la construction mais aussi pour stocker le CO_2. Des autocollants peuvent empêcher la pourriture et prolonger de deux semaines la durée de conservation des fruits frais.[13]

Les systèmes d'optimisation des vols des avions peuvent réduire de 5 % les émissions de CO_2 du transport aérien.[14] Les exemples ne cessent de se succéder.

Chacune de ces solutions existe aujourd'hui et représente une opportunité de rendre notre monde plus durable, d'économiser davantage et de moins gaspiller. Elles sont porteuses d'espoir et offrent des alternatives. Sans elles, il est impossible de se projeter dans un avenir souhaitable.

Lorsque nous parlons de problèmes, efforçons-nous de les associer à des solutions. Inspirons le changement en montrant que leur mise en œuvre peut améliorer la qualité de vie des populations du monde entier sans limiter nos activités économiques. Il n'y a pas une seule réponse à la question de savoir comment protéger notre mode de vie. C'est la diversité de l'ingéniosité humaine qui nous offre une myriade de solutions. SIF

POINT 03

L'action climatique comme vecteur d'opportunités commerciales et de nouveaux marchés

Face à la crise climatique imminente, un changement de paradigme est apparu qui modifie entièrement la façon dont les entreprises perçoivent leur rôle et leurs opportunités.

La dichotomie traditionnelle entre responsabilité environnementale et rentabilité s'estompe, laissant place à une nouvelle ère où la durabilité devient un tremplin pour l'innovation et l'expansion du marché. Il n'est pas surprenant qu'au cours des cinq dernières années, la demande de produits durables par les consommateurs ait connu une croissance cumulée moyenne de 28 %, contre 20 % pour les produits traditionnels.

Prenons le cas de Tesla, véritable pionnier dans le secteur des véhicules électriques. L'approche de l'entreprise a permis non seulement de répondre aux préoccupations environnementales, mais aussi de s'emparer d'un segment de marché inexploité, en reconnaissant très tôt le potentiel du transport électrifié à être économiquement intéressant, tant pour les fournisseurs de technologie que pour ceux qui l'adoptent.

Mais il ne s'agit pas seulement d'entreprises technologiques de premier plan : les petites et moyennes entreprises peuvent également tirer profit de la transition, et elles sont de plus en plus nombreuses à le faire.

Par exemple, les installateurs locaux de panneaux solaires connaissent une croissance dans le monde entier, car leurs produits deviennent de plus en plus compétitifs (le coût des panneaux solaires photovoltaïques a chuté d'environ 89 % au cours de la dernière décennie[15]) et répondent à la demande croissante de produits, de marchandises et de services à faible teneur en carbone de la part d'une base de consommateurs plus soucieux de l'environnement : le Global Corporate Sustainability Report de Nielsen fait écho à ce dernier point en indiquant que plus de 73 % des consommateurs mondiaux déclarent qu'ils modifieraient leurs habitudes de consommation afin de réduire leur impact sur l'environnement.[16]

L'action climatique s'étend au-delà de l'innovation des produits, à l'efficacité opérationnelle et à la réduction des déchets.

En outre, des modèles d'entreprise innovants apparaissent dans des secteurs inattendus qui étaient autrefois considérés comme « difficiles à décarboner ».

Prenons l'exemple des entreprises de construction traditionnelles : aujourd'hui, ces entreprises adoptent des matériaux et des conceptions à haut rendement énergétique pour s'aligner sur des réglementations environnementales plus strictes, tout en exploitant un nouveau marché axé sur des solutions de construction durables qui offrent des rendements considérables. Le Forum économique mondial note que les bâtiments certifiés écologiques peuvent générer une prime de 7,6 % sur le marché de l'immobilier,[17] tout en permettant de réduire la consommation d'énergie jusqu'à 25 %, la consommation d'eau jusqu'à 11 %[18] et les coûts d'exploitation jusqu'à 9 %.[19] Une fois de plus, nous observons le cycle vertueux qui se met en place entre les fournisseurs et ceux qui adoptent des solutions durables et efficaces.

L'action des entreprises en faveur du climat ne se limite pas à l'innovation en matière de produits, mais englobe également de nouvelles façons d'envisager l'efficacité et la réduction des déchets. Sachant que les processus industriels gaspillent environ 20 à 50 % de l'énergie consommée sous forme de chaleur, les entreprises pionnières peuvent déjà convertir la chaleur perdue des processus industriels en énergie utilisable (en la stockant dans des céramiques, par exemple[20]), ce qui permet de réduire considérablement les coûts de chauffage et de limiter les émissions.[21]

Prenons encore le domaine de la production de carbone. Il ne s'agit plus de le considérer comme un simple polluant mais comme une matière première. Il est désormais possible d'en faire des produits de valeur tels que des matériaux de construction ou des plastiques, ou de produire des carburants plus propres, par exemple à partir du biométhane capté dans les décharges. Il s'agit là d'un changement substantiel en matière de durabilité, qui transforme ce qui était autrefois considéré comme un danger pour l'environnement en une source d'opportunités pour la création de nouveaux produits et processus circulaires.

De même, des secteurs traditionnellement conservateurs comme l'agriculture commencent à voir les avantages d'une adoption précoce, en proposant des solutions innovantes et en exploitant de nouveaux marchés et en tirant des sources de revenus supplémentaires grâce à des pratiques durables.

Par exemple, l'accent est mis de plus en plus sur l'utilisation des déchets ou des sous-produits agricoles pour créer des produits circulaires, comme les restes de biomasse issus de la transformation des récoltes qui peuvent être utilisés pour produire des aliments pour animaux ou des matériaux d'emballage biodégradables. D'autres se positionnent également comme des adopteurs avant-gardistes en explorant de nouvelles méthodes d'amélioration de la productivité des cultures qui tiennent également compte de la santé des sols, de la conservation de l'eau et des émissions de gaz à effet de serre, comme cela peut être fait avec des techniques d'agriculture de précision utilisant des drones, des capteurs et la technologie GPS.

L'impulsion donnée aux entreprises pour qu'elles adoptent des pratiques respectueuses du climat n'est plus seulement liée à une obligation morale ou à une pression réglementaire. En effet, le marché récompense les pionniers des solutions durables. Il est évident aujourd'hui que les entreprises qui investissent de manière proactive dans des technologies et des pratiques respectueuses de l'environnement s'assurent un avantage concurrentiel, non seulement en réduisant leurs coûts opérationnels, mais aussi en exploitant les marchés émergents. Dans le même temps, les entreprises pionnières peuvent garantir l'approvisionnement en ressources grâce à des processus novateurs et circulaires, réduisant ainsi leur dépendance opérationnelle à l'égard d'acteurs extérieurs. En adoptant le changement à l'avance, les entreprises peuvent découvrir de nouveaux produits, des marchés inexploités et une efficacité accrue, pour finalement se propulser dans un avenir où la durabilité et l'efficacité sont les moteurs de la rentabilité. SIF

POINT 04

Considérer la décarbonation comme une conséquence de la modernisation et non comme un objectif final

Depuis la révolution industrielle, l'essor et le déclin de l'économie mondiale sont inextricablement liés à l'augmentation et à la diminution des émissions.

Il est clair que cela doit changer pour notre prospérité future. La conséquence logique de ce raisonnement est que la décarbonation de l'économie entraînerait une chute de l'économie mondiale.

En outre, si votre objectif est de décarboner, votre motivation est de réduire les émissions et donc de protéger les personnes et l'environnement. Il s'agit d'une quête noble et juste, mais que nous n'avons pas réussi à mener à bien jusqu'à présent.

Et si nous reformulions l'objectif.

Nous devrions plutôt chercher à mettre en place des systèmes modernes et efficaces qui évitent le gaspillage, tirent le meilleur parti des ressources à notre disposition et améliorent la qualité de vie des citoyens. Pour quelle raison ? Parce que les entreprises et les consommateurs paient pour des processus qui ne sont pas optimaux et qui, en fait, nous coûtent plus cher à tous. En poussant à la modernisation, nous poussons à obtenir ce qu'il y a de mieux, ce qui est disponible et abordable et qui contribue à réduire nos coûts globaux - la décarbonation étant l'une des conséquences bienvenues d'un processus général de mise à niveau.

Prenons l'environnement bâti, l'un des domaines les plus difficiles à moderniser : dans l'UE, les bâtiments sont responsables de 40 % de la consommation d'énergie. 53 % des bâtiments résidentiels sont considérés comme peu isolés[22] et 75 % de l'ensemble du parc immobilier est considéré comme inefficace.[23] Malgré cela, seul 1 % du parc immobilier de l'UE est rénové chaque année. Une grande partie de l'énergie est gaspillée et ces coûts sont répercutés sur les consommateurs. Ils contribuent à l'aggravation de la pauvreté énergétique et à la crise du coût de la vie. On estime que l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, l'utilisation de technologies de chauffage plus efficaces et l'augmentation de l'électricité à faible teneur en carbone permettraient d'économiser entre 30 et 40 % des coûts énergétiques d'un ménage, améliorant ainsi la qualité de vie des gens et leur donnant plus de revenus disponibles.

Des normes environnementales rigoureuses encourageront l'adoption de technologies modernes, propres et efficientes.

Les technologies sont largement disponibles dans ce secteur : meilleure isolation, nouvelles techniques de conception des infrastructures, capteurs en temps réel pour identifier les endroits où l'énergie est gaspillée ou la chaleur perdue. Tout cela est perçu comme coûteux, mais grâce aux contrats de performance énergétique (CPE) et aux prêts à faible taux d'intérêt, il est possible de compenser les coûts initiaux et de rendre le projet financièrement avantageux pour les propriétaires, les installateurs et les investisseurs sur le long terme.

Cela doit être combiné à des normes de construction et à des exigences plus modernes qui favoriseront l'adoption de ces innovations et permettront aux fournisseurs d'offrir ces services.

Ces démarches s'étendent, par ailleurs, aux pratiques de construction à proprement parler. C'est ainsi que, bien que l'utilisation de gravats provenant de structures antérieures respecte les normes de construction, elle n'a pas été largement adoptée du fait de réglementations du secteur qui n'autorisent toujours pas son utilisation. Au vu de ces informations, l'utilisation de ces alternatives à faible émission de carbone devrait devenir une obligation légale dans le domaine de la construction.

Les organismes de réglementation craignent souvent d'imposer des normes environnementales plus rigoureuses de peur de nuire à l'économie ; en réalité, c'est ce qui favorisera sa modernisation. Le remplacement des processus inefficaces par des technologies modernes, propres et efficientes peut apporter des avantages économiques à tous les acteurs économiques concernés, tout en réduisant l'empreinte environnementale. SIF

POINT 05

Mettre en évidence les économies et les retours sur investissement, et non les coûts et les sacrifices

Historiquement, pour faire le bon choix en matière de protection de l'environnement, les citoyens ont dû choisir entre ce qui est bon pour eux et ce qui est bon pour l'environnement.

Cependant, les progrès réalisés, tant en termes de disponibilité que de viabilité financière des technologies, ont bouleversé ce schéma. Aujourd'hui, la transition écologique ne doit pas être un fardeau, mais plutôt un moyen de réaliser des gains économiques et de réduire l'empreinte écologique.

L'ère moderne de la conscience environnementale ne se résume pas à l'adoption de valeurs altruistes, mais à la reconnaissance des avantages tangibles que les solutions propres peuvent offrir aux individus et aux communautés. Prenons l'exemple de l'installation d'une pompe à chaleur. L'AIE estime qu'en fonction de la géographie et de la taille de la maison, les propriétaires peuvent réaliser des économies annuelles comprises entre 300 et 900 USD.[24] Ou encore les véhicules électriques, dont le coût de possession est nettement inférieur à celui des véhicules traditionnels à moteur à combustion interne, les propriétaires économisant en moyenne 6000 USD sur la durée de vie de la voiture, y compris les frais de carburant et d'entretien.[25]

Les avantages financiers découlant de ces investissements sont évidents et intéressent non seulement les personnes soucieuses de l'environnement, mais aussi celles qui ne tiennent compte que de leurs finances.

Ainsi, la transition écologique consiste à démontrer toutes les façons dont les citoyens peuvent améliorer leur vie tout en contribuant positivement à la protection de notre planète. Cet aspect est crucial ; il recadre et redéfinit l'action climatique en la faisant passer d'un aspect sacrificiel à un aspect bénéfique. Pour les dirigeants politiques, il s'agit surtout de remodeler les politiques afin d'inciter et d'attirer les citoyens vers un engagement actif qui soit à la fois lucratif et durable.

Nous devons reformuler et redéfinir l'action climatique comme quelque chose de bénéfique plutôt que de sacrificiel.

Il est urgent de faire en sorte que cela devienne le récit dominant de la transition écologique, en soulignant à la fois l'accessibilité et le caractère abordable des technologies propres (pas nécessairement au départ, mais sur le coût total de possession), ce qui en fait le choix évident et logique pour les citoyens.

Cette synergie entre la technologie et le gain financier s'étend aux appareils à haut rendement énergétique et aux solutions intelligentes pour la maison, qui permettent aux habitants d'avoir un contrôle et une visibilité accrus pour gérer efficacement leur consommation d'énergie. On estime qu'un thermostat intelligent permet aux propriétaires de réaliser 10 à 15 % d'économies d'énergie.[26] En ce qui concerne le chauffage, des solutions innovantes d'évacuation des eaux de douche peuvent récupérer jusqu'à 60 % de la chaleur pour préchauffer l'eau fraîche qui arrive, ce qui permet d'économiser de 42 % à 60 % de l'énergie thermique utilisée pour la douche.[27] De même,

il existe des technologies d'économie d'eau qui peuvent réduire les factures d'électricité, comme les systèmes de recyclage des eaux grises qui collectent et filtrent les eaux usées des douches, des éviers et de la blanchisserie pour les réutiliser pour l'arrosage des espaces verts ou les toilettes.

La conclusion est claire : il n'est plus nécessaire de demander aux citoyens de choisir entre leur propre qualité de vie et le bien commun. Lorsqu'ils se voient proposer des choix rentables et durables, les citoyens ne se contentent pas d'agir en tant que gardiens de l'environnement, ils veillent également à leur propre bien-être financier. C'est cette histoire qui doit devenir une réalité quotidienne. STF

POINT 06

Il ne s'agit pas de technologies futures, mais de technologies existantes

« Des scientifiques m'ont dit que 50 % des réductions que nous devrons réaliser pour atteindre le zéro émission nette proviendront de technologies que nous ne possédons pas encore ».

C'est ce qu'a déclaré l'envoyé spécial des États-Unis pour le climat, John Kerry, en 2021. Si ce sentiment est porteur d'espoir, il fait peser sur les technologies futures la responsabilité de résoudre la crise climatique actuelle, ce qui peut s'avérer préjudiciable.

La première question soulevée par cette déclaration est la suivante : où sont les technologies permettant de s'attaquer aux premiers 50 % d'émissions ? Si elles existent, pourquoi ne sont-elles pas largement utilisées ? Là réside toute la question : si nous ne créons pas aujourd'hui les conditions qui permettent aux solutions existantes d'être mises sur le marché, pourquoi devrait-il en être autrement pour les technologies futures ? Dans ce cas, nous innovons simplement pour innover.

Jusqu'à très récemment, l'arrêt du changement climatique était un défi pour lequel nous ne disposions pas de l'arsenal adéquat. Cette époque est désormais révolue. Nous disposons des solutions technologiques nécessaires pour agir dès aujourd'hui, qu'elles soient des hautes technologies ou des technologies douces.

C'est pourquoi l'accent est mis sur la création des conditions nécessaires à l'utilisation des technologies dont nous disposons aujourd'hui, contrairement à une approche techno-solutionniste qui place ses espoirs dans l'innovation future sans nécessairement prendre en compte l'environnement favorable nécessaire pour accroître l'adoption de ces technologies.

Il est préférable de créer un environnement favorable pour les solutions existantes plutôt que de compter sur des solutions non prouvées pour l'avenir.

La véritable innovation ne réside pas seulement dans la technologie, qui est le point de départ du voyage, mais dans toutes les étapes ultérieures nécessaires pour atteindre la destination. Il s'agit notamment du soutien à la R&D, du développement de la technologie, de l'investissement dans la mise à l'échelle, de la modernisation du cadre législatif pour permettre la mise en œuvre et de la recherche de terrains d'adoption pour faire entrer les solutions dans les mœurs.

Nous devons donner de la visibilité aux solutions qui existent aujourd'hui, qui sont bénéfiques à la fois pour l'environnement et l'économie et qui peuvent être mises à l'échelle. Cela fait partie de l'ambition de la Fondation Solar Impulse, avec son Solutions Explorer[28] , qui doit être étendu à l'échelle mondiale. La mise en relation des solutions avec les investisseurs et les adopteurs, qu'il s'agisse de grandes entreprises ou de municipalités, est un autre élément clé de l'effort visant à faire entrer les solutions dans les mœurs.

Il est essentiel que nous comprenions ce qui peut être réalisé avec les technologies d'aujourd'hui et que nous adaptions notre législation et nos normes en conséquence. Elles peuvent à la fois permettre et empêcher l'adoption. Il ne s'agit pas d'une politique unique : ce qui est possible dans certains pays ne l'est pas dans d'autres, et vice versa. Toutefois, il existe des mesures simples et non contraignantes qui peuvent accélérer l'adoption des technologies par consensus.

Prenons l'exemple des efforts déployés pour rendre les ampoules LED largement accessibles en Inde, où les efforts du gouvernement ont permis de faire baisser massivement les prix ; ou encore l'explosion des ventes de véhicules électriques dans le monde ces dernières années, en grande partie grâce aux politiques d'incitation des gouvernements. Même les véhicules à combustion interne sont devenus beaucoup plus efficaces grâce à des normes strictes en matière d'économie de carburant puisque la législation adoptée au début de l'ère Obama implique qu'un véhicule acheté aujourd'hui parcourra deux fois plus de kilomètres au gallon qu'un véhicule acheté en 2008.[29]

Dans le secteur de la construction, il pourrait être obligatoire de réaliser une étude sur le potentiel d'exploitation de l'énergie géothermique avant toute nouvelle construction, au même titre que pour les autres énergies renouvelables. Une telle démarche permettrait de montrer les avancées du secteur et de mieux comprendre comment le chauffage géothermique peut réduire la facture énergétique, y compris dans les villes.[30] De même, pour réduire la consommation d'eau douce, nous pourrions autoriser la réutilisation des eaux grises provenant des éviers et des douches pour alimenter les toilettes ou laver le linge, ce qui permettrait de réduire considérablement la facture d'eau des ménages. Nous pourrions également faciliter l'installation de bornes de recharge bidirectionnelles pour les véhicules électriques (technologie « véhicule-réseau »), permettant ainsi aux véhicules électriques individuels de servir de batteries mobiles et de contribuer à l'équilibrage électrique du réseau. De manière plus générale, nous pourrions encourager les autorités locales à disposer d'une plus grande flexibilité et de seuils plus élevés pour entreprendre des achats innovants.

Toutes ces propositions se heurtent à des obstacles, non pas technologiques, mais législatifs. Il est donc logique de faire appel à l'intelligence administrative collective de nos voisins pour mettre à jour certains points et exporter d'autres aspects sur lesquels nous sommes en avance.

La multitude de technologies existantes offre un moyen pratique, immédiat et économiquement viable de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Mais les résultats ne seront tangibles que si un cadre favorable est mis en place pour faciliter leur accès au marché. Les impacts qui en résulteront seront aussi multiples que la diversité des solutions mises en œuvre : création d'emplois, croissance économique, économies financières, augmentation du pouvoir d'achat et amélioration de la qualité de vie.

Il est donc préférable d'agir avec des solutions tangibles qui existent aujourd'hui plutôt que de reporter l'action et de compter sur des solutions coûteuses ou non éprouvées telles que le nucléaire, le captage du carbone ou la géo-ingénierie pour nous tirer d'affaires. SIF

POINT 07

Commencer par ce qui est facile et rentable

Comme nous l'avons établi, de nombreuses technologies existent déjà aujourd'hui pour réduire notre empreinte environnementale. Pour progresser plus rapidement, nous devons créer un environnement plus propice à l'adoption de ces technologies.

Le rythme du changement varie en fonction du secteur, et certains secteurs dits « difficiles à décarboner » sont confrontés à l'économie, au progrès technologique ou à la dépendance à l'égard de ressources essentielles.

Mais même dans ces secteurs, nous ne devons pas tomber dans le piège de l'attente de solutions miracles. Il existe aujourd'hui des milliers de technologies différentes, et c'est leur combinaison qui permettra de décarboner ces secteurs. Il est important de ne pas se laisser dissuader d'adopter ce rythme de changement : concentrons-nous sur ce que nous pouvons faire aujourd'hui et sur ce qui a un sens financier dans toutes les industries, même celles qui peuvent sembler les plus problématiques.

Il est important de se rappeler les paroles de « Paddy » Padmanathan, ancien PDG d'ACWA Power, une entreprise responsable de l'établissement de prix parmi les plus bas par mégawatt d'énergie solaire : nous sommes en train de vivre « une transition énergétique, pas un changement d'énergie. Il n'y a pas de décarbonation magique la semaine suivante ».[31]

Concentrons-nous sur ce qui est possible et financièrement viable dans tous les secteurs industriels, même les plus problématiques.

Pour les secteurs en transition tels que le gaz fossile, les émissions peuvent par exemple être réduites en stoppant les fuites de méthane. Un investissement annuel d'environ 13 milliards d'USD serait nécessaire pour mobiliser toutes les mesures de réduction du méthane dans le sous-secteur du pétrole et du gaz, soit moins que la valeur totale du méthane capturé qui pourrait être vendu, ce qui signifie que les émissions de méthane connexes pourraient être réduites de près de 75 %, ce qui représenterait une économie globale pour l'industrie mondiale du pétrole et du gaz.[32] Ce point est d'autant plus important que des études suggèrent que les émissions de méthane ont été largement sous-estimées au cours des dernières décennies.

D'autres secteurs, comme l'aviation et le transport maritime, sont confrontés à de nombreux vents contraires. Pourtant, la situation progresse également.

Dans le domaine de l'aviation, si le carburant durable est actuellement l'initiative la plus efficace pour réduire les émissions des avions, il ne devrait représenter que 5 % de la demande d'ici 2030, les matières premières actuelles étant assez limitées, ce qui pose un problème pour l'avenir.[33] Mais cela ne signifie pas qu'il n'y a rien d'autre à faire. Les systèmes d'optimisation des routes qui permettent d'économiser du carburant pendant les vols, les systèmes d'assistance qui permettent aux avions de continuer à fonctionner au sol tout en éteignant leurs systèmes d'alimentation auxiliaires, les taxis électriques pour déplacer les avions dans sur le tarmac : chacun de ces éléments peut réduire l'empreinte globale de l'aviation.

Les cargos utilisent des carburants parmi les plus polluants - les fuels lourds - pour les propulser. Le secteur dans son ensemble est à la traîne, et comme la durée de vie de ces navires géants est en moyenne de 25 ans, les mauvaises décisions prises aujourd'hui peuvent figer les émissions de carbone pour plusieurs décennies. Ceci dit, Maersk, le plus grand transporteur de conteneurs au monde, a fait des progrès considérables pour rendre ses opérations plus écologiques en passant commande de 19 nouveaux navires alimentés au méthanol et en s'efforçant de moderniser les navires existants vers la seconde moitié de cette décennie. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir, mais l'aspect économique commence à se faire entendre.

Dans d'autres secteurs, la situation est bien plus avancée. Les véhicules électriques pour le transport individuel sont en train de prendre leur essor dans le monde entier. Ces véhicules, dont on estime qu'ils sont à l'arrêt 23 heures par jour, peuvent également être considérés comme des batteries mobiles à exploiter. Grâce à la technologie Vehicle-2-Grid, ils peuvent être utilisés pour stocker l'énergie renouvelable excédentaire produite lorsque le soleil brille et que le vent souffle, afin d'équilibrer le réseau. En outre, lorsque ces batteries ne sont plus adaptées au transport, elles peuvent être installées dans les maisons, fournissant ainsi une source de stockage stationnaire d'énergie domestique.

Dans les bâtiments, il est possible de réduire considérablement la quantité d'énergie gaspillée en utilisant un éclairage et un chauffage à haut rendement énergétique, ainsi qu'une isolation beaucoup plus efficace. L'ombrage des façades peut également réduire considérablement le besoin de ventilation pendant les mois les plus chauds de l'été ; des systèmes permettant de capter plus facilement et de manière plus rentable la chaleur géothermique sont de plus en plus disponibles pour les périodes les plus froides de l'année. Chacune de ces mesures nécessite certes des investissements, mais les économies réalisées peuvent contribuer à les payer.

Dans les industries à fortes émissions, telles que la production d'acier et de ciment (qui représentent près de la moitié de toutes les émissions industrielles), des technologies sont également rapidement disponibles.

La production d'acier à base d'hydrogène contribue à décarboner le secteur et, bien que les coûts ne soient pas négligeables, des efforts tels que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières permettront d'améliorer la durabilité de l'ensemble du secteur tout en évitant les distorsions du marché. En outre, l'augmentation des prix du carbone contrebalancera ces augmentations du coût de l'activité. En ce qui concerne la production de ciment, de nombreuses solutions sont disponibles, notamment l'utilisation de gravats provenant de démolitions, qui peuvent être inclus dans le mélange et permettre des réductions drastiques des émissions. Il est également de plus en plus possible de remplacer le clinker dans la production de ciment, qui représente 90 % des émissions.

L'utilisation de la chaleur pour les processus de production est au cœur de la plupart des industries. Il est aujourd'hui de plus en plus possible et rentable de capter la chaleur perdue et de l'utiliser à différentes fins, notamment pour le chauffage des bâtiments ou la production d'électricité. Ces notions de circularité se poursuivent lorsqu'il s'agit de recycler et de réutiliser les métaux de terres rares, par exemple.

Nous ferions bien de nous en souvenir et d'agir là où nous le pouvons, car il y a de bons investissements et des économies à faire. SIF

POINT 08

L'efficience au détriment de la sobriété et de la décroissance

+

POINT 10

La qualité contre la quantité

Il existe plusieurs écoles de pensée sur la meilleure façon de débloquer la transition écologique, mais nous savons que nous devons réduire notre empreinte environnementale, et que nous devons le faire rapidement.

Les appels à la décroissance ou à une société de sobriété ne sont pas moins valables que d'autres et, dans un modèle économique différent, ils pourraient même être souhaitables. Cependant, ce ne sont tout simplement pas les meilleurs moyens de parler du changement nécessaire. Premièrement, ils impliquent un changement systémique dont le calendrier n'est pas compatible avec l'urgence à laquelle nous sommes confrontés ; Noam Chomsky en personne, intellectuel public de gauche, affirme qu'il est trop tard pour s'éloigner du capitalisme afin de lutter contre le changement climatique.[34] Deuxièmement, ils suscitent des désaccords et éloignent les gens de l'action climatique.

Nous devons nous débarrasser des divisions conventionnelles et éviter d'entrer dans des luttes de pouvoir qui ne nous font pas avancer vers notre objectif, comme celles auxquelles nous assistons entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui appellent à la décroissance et à une société de sobriété.

Il existe différents types de décroissance et les définitions exactes sont primordiales ; mais en tant que positionnement de politique publique, la décroissance n'est pas envisageable si l'on souhaite obtenir le soutien des entreprises et de la majorité de la population. Les partisans respectifs seront nécessairement en désaccord et agiront comme des obstacles au succès de l'autre.

Pour en revenir à Chomsky, il a récemment déclaré que « si vous voulez arrêter de détruire la planète et la vie humaine sur Terre, vous devez soudoyer les riches et les puissants ».[35] Nous pensons que la clé pour y parvenir est de se concentrer sur l'efficacité, sous toutes ses formes, et dans tous les aspects de la société.

Pourquoi ? Parce que l'efficacité unit, la sobriété divise. En ce qui concerne la société de la sobriété, il y a un problème à la fois avec le potentiel d'impact et avec la personne à qui nous attribuons la responsabilité du changement. Pour de nombreux activistes, une société de la sobriété doit reposer avant tout sur le consommateur ; il devrait incomber à chacun d'entre nous de veiller à n'acheter que des biens dont l'empreinte environnementale est réduite. Cependant, il est illusoire de penser que cela puisse se transformer en un mouvement de toute la société qui aurait l'impact nécessaire dans le peu de temps qu'il reste.

L'efficience unit, la sobriété et la décroissance divisent.

La sobriété risque également d'être très injuste, ce qui est au cœur des débats sur le climat. Elle empiète nécessairement sur la qualité de vie des gens, en particulier dans les pays économiquement moins développés. Pensez à l'air conditionné ; dans certains des endroits les plus chauds de la planète, qui pourrait refuser un tel confort aux personnes qui y vivent ? Mais si l'air conditionné est largement adopté, nous allons tout simplement exploser notre budget carbone. Ces sujets cristallisent les débats avec les pays du Sud.

Il existe une meilleure solution.

En optimisant l'utilisation des ressources et en minimisant la consommation d'énergie, les mesures d'efficacité contribuent de manière significative à l'objectif global de durabilité et de préservation de l'environnement.

L'efficience est un moyen pour tous les secteurs de la société d'en bénéficier, y compris ceux qui sont les plus puissants et les plus motivés par le gain financier. L'efficacité peut être le moteur d'une économie qualitative qui utilise moins de ressources tout en améliorant la qualité de vie. En modernisant nos infrastructures, nous pouvons nous débarrasser des systèmes anciens et polluants qui dominent notre société. Nous pouvons réduire les coûts et économiser de l'argent. Même si les coûts initiaux sont importants, les économies réalisées peuvent s'amortir au fil du temps. Nous pouvons créer de nouvelles entreprises et de nouveaux marchés pour les biens et les services en rendant productifs les sous-produits des processus industriels. Pensez à la récupération de la chaleur perdue dans les usines ;ou à l'extraction des métaux de terres rares des appareils électroniques en vue de leur réutilisation ;ou à l'utilisation de données pour identifier les endroits où nous gaspillons de la nourriture ;ou tout simplement à utiliser des moyens beaucoup plus efficaces pour produire de la chaleur dans les maisons, comme la géothermie.

Notons également que si nous ne devenons pas plus efficients, il nous faudra beaucoup plus de sobriété et de décroissance pour réussir. En effet, nous gaspillons actuellement deux tiers de l'énergie fossile que nous produisons. Si nous sommes efficients et que nous améliorons le mode de production, nous aurons besoin de beaucoup moins d'énergie pour faire la même chose.[36]

Soyons clairs : la croissance illimitée est une aberration dangereuse et constitue en soi une dépendance. Nous devons mettre en place des politiques à l'épreuve du temps au cas où la croissance économique ne serait plus réalisable de la même manière, en particulier si nous voulons atteindre nos objectifs environnementaux et sociaux. L'efficience est un moyen sûr de s'engager dans cette voie. Et plus susceptible d'être acceptée par les décideurs que la décroissance et la sobriété. SIF

POINT 09

Précisez de quelle décroissance vous parlez

La décroissance est une notion qui suscite beaucoup d'incompréhension. Le concept reste controversé, suscitant la confusion et, aux yeux de beaucoup, un avenir qu'ils n'envisagent pas. Toutefois, certains affirment qu'une décroissance planifiée - une stratégie délibérée de réduction de la production et de la consommation - est plus séduisante que la récession et le chaos social qu'elle entraîne.

Dans de nombreuses sociétés, la croissance économique est en effet profondément ancrée comme un signe de progrès, de prospérité et de bien-être. L'idée de décroissance remet en question cette perception culturelle, les gens l'associant souvent au déclin économique ou à une réduction drastique du niveau de vie.

En fait, la décroissance consiste plutôt à assurer une transition vers une société durable, en réduisant consciemment la production superflue, en envisageant une réduction des secteurs destructeurs tels que les combustibles fossiles, la viande et les produits laitiers produits en masse, la mode rapide, la publicité, les voitures et l'aviation, y compris les jets privés, et en mettant fin à l'obsolescence programmée des produits.

Elle implique également des éléments structurels, tels que la suppression de la dépendance à la croissance - en transformant la définition limitée actuelle de l'»obligation fiduciaire», qui favorise les intérêts financiers à court terme des actionnaires, en une définition qui donne la priorité au bien-être, à l'efficience ou à la réduction des déchets, par exemple - et soutient l'introduction d'éléments sociaux tels que la garantie de l'emploi.

> C'est précisément l'évolution des technologies propres et efficientes qui modifie les termes du débat.

Il s'agit là d'éléments essentiels de la transition écologique. Mais les regrouper sous le terme de « décroissance » permet à ses opposants de les qualifier d'anti-croissance. Cela suscite des résistances et des interrogations légitimes, comme celle de savoir comment les partisans de la décroissance verraient les dépenses d'éducation, de santé, de protection sociale et de retraite payées, jouant ainsi sur les peurs des citoyens.

Tout cela appelle à une plus grande précision en matière de décroissance : si l'on ne précise pas ce que l'on souhaite décroître, on suppose qu'il s'agit simplement de l'économie, et donc du produit intérieur brut (PIB). Certes, le PIB est un instrument trop brutal pour mesurer les performances d'une économie mais il reste l'instrument le plus utilisé.[37]

L'affirmation selon laquelle la croissance du PIB peut être durable du point de vue de l'environnement n'est toujours pas étayée par de véritables preuves empiriques, le découplage entre l'utilisation des ressources physiques et la croissance économique n'étant pas très net. Une grande partie de ce qui a été présenté comme tel par les gouvernements nationaux est en réalité lié à la transformation de leur économie vers plus de services et à l'exportation à l'étranger d'activités exigeantes sur le plan environnemental.[38]

Si le PIB est une mesure inexacte du bien-être durable, ce que nous devrions - et pouvons - rechercher, c'est un modèle post-croissance dans lequel l'augmentation de l'activité économique, stimulée par le déploiement de processus efficients, peut garantir le bien-être social tout en restant dans les limites de la planète.

En fait, le concept de la Théorie du Donut de Kate Raworth nous encourage à être agnostiques en matière de croissance. Elle mentionne « avoir creusé le débat (autour de la croissance verte ou de la décroissance) et constaté que les deux parties avaient des arguments solides, qu'elles avaient toutes deux trop rapidement rejeté les arguments de l'opposition et qu'aucune n'avait de réponse singulièrement convaincante».[39]

Mais les faits ont également changé depuis la parution du livre de Raworth. Les progrès technologiques et les mutations économiques de la dernière décennie ont permis ce changement de paradigme, liant le développement économique à la qualité de l'efficience plutôt qu'à la simple quantité de produits et de consommation. Utiliser moins d'énergie et de ressources pour fabriquer des produits de meilleure qualité et plus durables est au cœur de ce que l'on peut appeler l'économie qualitative. Cela peut s'appliquer à n'importe quel processus de fabrication ou d'utilisation de l'énergie, et s'étend également au développement d'une économie forte et circulaire qui devient moins dépendante des ressources extérieures.

C'est précisément l'évolution des technologies propres et efficientes qui modifie les termes du débat. Alors que les coûts étaient auparavant prohibitifs, le remplacement d'infrastructures anciennes et polluantes est aujourd'hui financièrement viable. Une plus grande efficience qui permet de réaliser des économies alors inenvisageables.

En bref, parler de décroissance sans la définir est préjudiciable à l'action climatique. La pollution, l'inefficience, le gaspillage, la surproduction et la surconsommation doivent tous décroître. Parallèlement, le potentiel existant des technologies propres doit être exploité pour parvenir à une économie post-croissance qui permette aux êtres humains et à l'environnement de prospérer. SIF

POINT 11

Nouvelles professions contre emplois perdus

Les bouleversements induits par la transition écologique seront largement ressentis, en particulier dans les régions liées aux industries à forte intensité de carbone. Dans ces régions, une transition juste est souvent synonyme de transition lente, ce qui crée un faux sentiment de sécurité susceptible d'enfermer davantage les activités économiques qui peinent à être compétitives.

La qualification et la requalification des travailleurs seront donc un facteur déterminant du rythme et de la localisation de la transition écologique. Les scénarios de l'Organisation internationale du travail (OIT) montrent que d'ici la fin de la décennie, 71 millions d'emplois devront être transformés pour qu'une transition écologique réussisse, tandis que 7 millions d'emplois non durables disparaîtront. Parmi ceux-ci, 5 millions continueront d'exister dans le même pays et la même profession, mais dans un autre secteur, mais jusqu'à 2 millions d'emplois seront perdus sans qu'il n'y ait de postes vacants équivalents.[40]

Naturellement, cela renforce la crainte de nombreux travailleurs d'être laissés pour compte. Cependant, les études montrent que la transition écologique offre des opportunités aux travailleurs de tous niveaux de compétences. Par exemple, le secteur de l'énergie en Europe devrait continuer à générer une demande pour des postes peu ou moyennement qualifiés, 75 % des employés étant des ouvriers et des techniciens en 2050.[41]

Dans les communautés les plus susceptibles de perdre des industries à forte intensité de carbone, l'accent devrait être mis sur la diversification de l'économie et la création d'emplois, en créant un climat d'investissement favorable. Les gouvernements ont intérêt à veiller à ce que les emplois induits créés autour de ces industries piliers au fil des décennies soient protégés, car les communautés vulnérables doivent être protégées des pertes causées par les politiques d'atténuation du changement climatique. Les ménages non protégés ont souvent recours à des stratégies d'adaptation défavorables, telles que la vente de leurs actifs pour répondre aux besoins de consommation immédiats, ou la déscolarisation de leurs enfants pour éviter les dépenses liées à l'éducation.[42] Cela peut favoriser la transmission intergénérationnelle de la pauvreté et avoir un impact négatif sur le capital humain et la croissance économique d'un pays.

La montée en compétences et la reconversion des travailleurs seront essentielles.

La transition n'en est qu'à ses débuts - en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire - et il existe peu d'exemples de mise en place réussie de protections sociales.[43]

Il ne s'agit pas d'un détail : des recherches menées par l'OIT et le PNUE ont révélé qu'au moins la moitié de la main-d'œuvre mondiale - l'équivalent de 1,5 milliard de personnes - sera touchée par la transition vers une économie plus verte.[44]

Malheureusement, la plupart des économies sont singulièrement mal préparées à cette transition.

Selon la Coalition pour une économie verte, peu de pays ont encore réorienté leurs systèmes de compétences en fonction de leur ambition écologique.[45] En outre, le groupe Adecco a constaté que 40 % des économies du G20 ne reconnaissent le besoin de compétences que dans le cadre de leurs plans de transition climatique.[46] Le problème sera encore plus aigu dans les pays à faible revenu, avec « un manque de capacité de formation et de qualification, des secteurs agricoles avec de nombreux travailleurs qui ne sont pas prêts à passer à d'autres emplois, et un niveau élevé de PME opérant localement, qui n'ont pas la capacité ou le soutien adéquat pour s'engager ».[47]

Il existe quelques exemples de mesures efficaces mises en œuvre ou bien anticipées pour cette transition. Le nord-est de l'Écosse est depuis longtemps connu comme la capitale européenne du pétrole et du gaz. Les travailleurs licenciés de ces industries possèdent de nombreuses compétences transférables qui peuvent être utilisées dans la production d'énergie renouvelable. Les ingénieurs des plates-formes pétrolières peuvent mettre à profit leur expérience des structures de soutien en eaux profondes pour travailler dans le secteur de l'énergie éolienne en mer. Les ingénieurs électriciens peuvent mettre leurs compétences au service de l'installation d'éoliennes ou de la jonction de câbles dans les parcs éoliens et solaires. En outre, un fonds de transition juste de 500 millions de livres sur dix ans comprend des mesures visant à soutenir le développement des compétences.

Quant à l'Allemagne, qui possède la base manufacturière la plus solide d'Europe et une part relativement importante d'emplois (18 %) exposés à un risque élevé d'automatisation,[48] , des efforts considérables ont été déployés pour offrir une aide à la formation professionnelle continue. es citoyens ont désormais un droit légal à un financement public à cette fin, y compris des prêts qui couvrent la totalité du coût de la formation, ou une année de formation continue pour des salaires correspondant au montant des allocations de chômage.[49]

Les citoyens devraient rappeler à leurs gouvernements que lorsqu'ils ont inclus la notion de « transition juste » dans l'Accord de Paris, ils ont indiqué qu'elle devait être gérée, plutôt que laissée aux forces du marché. Les emplois viendront, mais il est essentiel que des efforts soient faits pour soutenir les endroits qui seront les plus durement touchés. À défaut, c'est l'ensemble de la transition qui sera paralysée. SIF

POINT 12

Diversification et secteurs menacés

+

POINT 20

Urgence climatique ou impératif économique?

Face aux impératifs de la transition écologique et énergétique, il est clair que des secteurs et des industries entiers entrent dans une nouvelle ère de transformation. Les entreprises devront évoluer pour ne pas mourir dans ce paysage nouvellement concurrentiel, en ratant des opportunités d'une valeur de plusieurs milliers de milliards de dollars.[50]

C'est particulièrement le cas des secteurs difficiles à abandonner, qui reposent actuellement sur des ressources limitées et des technologies obsolètes. Des combustibles fossiles à l'industrie lourde, ils sont responsables d'un tiers des émissions mondiales de CO_2,[51] et risquent de voir des milliards de dollars d'infrastructures devenir obsolètes à la suite de l'adoption de réglementations environnementales plus strictes et de l'évolution des préférences des consommateurs. En outre, on estime que 60 % des réserves de pétrole et de gaz et 90 % des réserves de charbon connues doivent rester inutilisées dans le sol afin de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C[52]. Alors que le monde s'oriente vers des pratiques propres et durables, les entreprises à l'origine de ces industries autrefois dominantes courent le risque majeur de conserver un grand nombre d'actifs échoués.

Trouver le juste équilibre et le bon rythme pour cette transition sera crucial pour garantir la stabilité du marché.

Cette situation a des conséquences qui vont au-delà des entreprises elles-mêmes, puisqu'elles se répercutent sur l'ensemble des marchés financiers. Les investisseurs, y compris les acteurs à long terme comme les fonds de pension, risquent de subir des pertes importantes s'ils ne se détournent pas de ces actifs. Les estimations mondiales des actifs potentiels bloqués liés aux combustibles fossiles s'élèvent à au moins 1000 milliards de dollars.[53] et d'autres estiment qu'environ 2100 milliards de dollars du stock de capital du secteur de l'électricité pourraient être bloqués d'ici à 2050 dans le scénario « Net Zero 2050».

L'équilibre et le rythme de ce changement seront essentiels pour assurer la stabilité du marché.

Les investisseurs à long terme ont l'obligation fiduciaire d'assurer la sécurité financière de leurs bénéficiaires. Conserver des investissements à court terme reste bénéfique, mais risque de devenir problématique à long terme, d'autant plus que d'autres personnes se séparent de leurs avoirs, ce qui en réduit la valeur. Une telle vente massive d'actifs pourrait conduire à une crise financière aux implications considérables - notamment une réduction des investissements nécessaires pour alimenter la transition écologique elle-même.

Il est essentiel que les investisseurs à long terme et les fonds de pension envoient les bons signaux au marché. Et ils le font déjà. Des acteurs clés comme le Government Pension Fund Global de Norvège, le plus grand fonds souverain du monde, qui pèse 1 100 milliards de dollars, ont désinvesti 13 milliards de dollars dans des entreprises

impliquées dans l'exploration et la production de combustibles fossiles.[54] Ces dernières années, d'autres ont suivi le mouvement, et le désinvestissement est passé d'une stratégie marginale à un engagement de plus d'un millier d'investisseurs majeurs, de régimes de retraite et de fonds de dotation, les institutions représentant une valeur de 40,51 billions de dollars.[55]

Le défi que cela pose aux entreprises ayant une empreinte environnementale significative est clair : elles doivent choisir entre une diversification proactive de leurs activités[56] tout en renonçant à une rentabilité à court terme, ou conserver une approche habituelle qui ne sert que leurs intérêts actuels et pourrait les rendre moins agiles et moins compétitives à l'avenir.

Les fournisseurs d'énergie historiques peuvent trouver cela particulièrement difficile. Prenons l'exemple du géant français des services énergétiques Engie, qui a largement diversifié son portefeuille de sources d'énergie pour y inclure l'éolien et le solaire, et qui s'est imposé en proposant des stratégies de décarbonation à ses clients, avec pour objectif de réduire l'empreinte de ses clients de 45 $MtCO_2eq$ d'ici à 2030.[57] Ou encore Iberdrola, qui s'est fixé pour objectif de devenir un leader mondial des énergies renouvelables avant que cela ne soit à la mode, et qui a investi 10,73 milliards d'euros, dont 90 % alloués aux énergies renouvelables et aux réseaux intelligents en 2022. Elle est aujourd'hui la plus grande entreprise de services publics d'Europe en termes de capitalisation boursière.[58]

D'autre part, il faut considérer les entreprises qui dépendent de secteurs à forte intensité énergétique. SLB, une société qui fournit des infrastructures aux producteurs de pétrole et de gaz, a connu un grand succès en se lançant dans de nouveaux domaines. Son expertise en matière de forage a notamment permis d'ouvrir l'exploitation de la technologie géothermique respectueuse du climat dans les villes. Elle a également trouvé des débouchés commerciaux en identifiant les fuites de méthane lors des opérations pétrolières et gazières, une activité essentielle pour réduire l'impact considérable des émissions de méthane sur notre bilan carbone. Ou encore le producteur finlandais de carburants et de produits chimiques Neste qui, en 2015, tirait plus de 50 % de son bénéfice opérationnel des produits pétroliers, mais qui, en l'espace de trois ans, a fait des produits renouvelables le moteur prédominant de son activité, représentant 70 % du bénéfice opérationnel de l'entreprise. Au cours de cette même période, la capitalisation boursière de Neste a triplé, 90 % de sa valorisation étant attribuée à la division des produits renouvelables.[59]

Les entreprises qui prennent des mesures audacieuses et précoces en faveur de la diversification, en saisissant les opportunités de croissance verte, ne contribuent pas seulement à un avenir plus vert, mais sont également en mesure de gagner la confiance des investisseurs et des actionnaires. En adaptant leurs stratégies pour saisir cette opportunité, les premiers à agir saisissent les possibilités offertes par les changements géopolitiques et tirent parti d'un financement vert rentable pour développer leurs capacités de fabrication sans carbone d'acier vert ou de plastiques recyclés. Par exemple, la recherche indique que les leaders verts parmi les entreprises chimiques de l'UE ont vu leurs multiples d'entreprise[60] augmenter d'un facteur de deux à cinq, alors que ceux des retardataires sont restés stables[61].

Une nouvelle révolution industrielle ? Une grande redistribution ? Bien que des risques subsistent, il est clair que les entreprises et les sociétés à l'avant-garde de la transition vers l'énergie nette zéro sont celles qui identifient de nouvelles voies pour la création de valeur et qui prennent des mesures pour les mettre en œuvre. SIF

POINT 13

Pourquoi s'engager dans la transition si les grands acteurs continuent à polluer? Pour obtenir un avantage concurrentiel!

Chaque année, lorsque la conférence des parties de la CCNUCC débute, il est important de se rappeler que ces négociations - en particulier pour les grandes puissances - relèvent davantage de la géopolitique que de la protection de l'environnement.

Il s'agit de s'assurer que l'on obtient ce que l'on veut sans trop céder. Et si, au fil du temps, les enjeux évoluent, les lignes de bataille ont été tracées il y a des années et les acteurs campent en grande partie sur leurs positions.
Cela montre que les négociations sur le changement climatique ont été mises en place pour répondre à la crise climatique, et non pour maximiser les opportunités offertes par la transition écologique. Bien sûr, ces opportunités ne sont devenues évidentes que depuis une dizaine d'années, mais aujourd'hui, être propre et efficient est plus logique qu'écologique.

Les pays qui anticipent le changement et saisissent l'opportunité auront un avantage compétitif. Nous savons que nos ressources en eau sont limitées, alors pourquoi ne pas suivre les traces du Portugal et des Pays-Bas, pionniers de la réutilisation des eaux grises ? Qu'en est-il du stockage de l'énergie, qui sera un élément clé de l'intégration des énergies renouvelables ? Pourquoi ne pas s'inspirer du Japon, du Danemark ou du Royaume-Uni qui soutiennent l'utilisation de batteries de véhicules électriques pour étendre le stockage et équilibrer le réseau ? Nous savons que certaines matières premières essentielles seront rares et difficiles d'accès, alors pourquoi ne pas imiter l'UE et recycler ce que nous avons déjà ?[62] Ou encore s'inspirer de la Chine qui investit massivement dans l'avenir, sachant que 40 % de son PIB est généré par des secteurs à fortes émissions. Pour atténuer ce risque, elle devance largement le reste du monde en matière de déploiement des énergies renouvelables, représentant près de la moitié de toutes les nouvelles capacités en 2022, un chiffre qui devrait passer à 55 % en 2024.

Les pays qui anticipent ces changements peuvent transformer ces problèmes futurs en opportunités actuelles.

Certains pays ont pris des mesures il y a longtemps, notamment la Suède, qui a été l'un des premiers pays à introduire un prix du carbone couvrant 40 % des émissions de gaz à effet de serre, complété par un système d'échange de quotas d'émission.[63] Cette combinaison se traduit par l'un des prix du carbone les plus élevés au monde, à savoir 122 euros/tonne.[64] Pourtant, loin de perdre en compétitivité au cours des 30 dernières années, le PIB du pays a augmenté de plus de 50 % depuis l'introduction de sa taxe carbone en 1991.[65]

Les pays qui anticipent les perturbations et créent un environnement propice pour orienter les entreprises dans cette direction prospéreront, transformant ces problèmes futurs en opportunités actuelles. En poursuivant activement ces politiques, les gouvernements s'offrent davantage d'options pour l'avenir et renforcent leur résilience. Le travail de la Fondation Solar Impulse, qui a identifié plus de 1500 technologies propres,

efficientes et financièrement viables, a été utile non seulement parce qu'il a montré ce qui existait sur le marché, mais aussi parce qu'il représente 1500 nouvelles opportunités sur le marché.

Quant aux entreprises, elles doivent être proactives. De nombreuses entreprises bien établies se sont effondrées parce qu'elles n'ont pas su anticiper les grandes révolutions dans leurs secteurs respectifs. Kodak n'a pas su s'adapter à la révolution de la photographie numérique, alors que l'un de ses ingénieurs, Steve Sasson, avait inventé l'appareil photo numérique dans les années 1970. L'entreprise a fait faillite et, si elle est toujours en activité, c'est dans des secteurs beaucoup plus limités, car elle n'a pas su tirer parti de son avantage concurrentiel dans un secteur en pleine mutation. L'industrie automobile a été prise au dépourvu par l'essor des VE, l'ensemble du secteur ayant été usurpé par un outsider. De nombreuses entreprises du secteur des combustibles fossiles trouveront le changement particulièrement difficile, car une grande partie de leur valeur actuelle repose sur des actifs qui peuvent ou non être exploités, et elles reconnaissent que personne ne peut vraiment rivaliser avec Saudi Aramco, qui se considère comme la dernière grande compagnie pétrolière des prochaines années.[66]

Cela reste un défi, car de nombreuses entreprises sont paralysées par le devoir fiduciaire qu'elles ont envers leurs actionnaires. Pour tenter de leur donner une plus grande visibilité, de nombreuses multinationales ont introduit un prix interne du carbone. Selon le CDP, d'ici 2020, 3 171 entreprises prévoient ou ont déjà introduit un prix interne du carbone.[67]

Les citoyens doivent reconnaître ce nouveau paradigme et soutenir les décisions des gouvernements pionniers en faisant des choix forts dans les urnes. Les grands acteurs reconnaissent de plus en plus l'avantage compétitif que leur procure la transition écologique et ajustent leur politique. Cela explique certaines mesures « protectionnistes » telles que l'Inflation Reduction Act aux États-Unis et le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières en Europe.

Qu'on se le dise : il y aura des gagnants et des perdants. Cependant, la reconnaissance des avantages compétitifs offerts par la transition écologique peut faire avancer la société vers son objectif de réduction de l'empreinte environnementale plus rapidement que les négociations internationales qui semblent actuellement enlisées dans les mêmes vieilles querelles. SIF

POINT 14

Il s'agit de l'humanité, pas de la planète

+

POINT 21

Il ne s'agit pas seulement du changement climatique

Lorsque nous parlons de sauver la planète, nous devons être clairs : nous parlons en fait de sauver l'humanité et de préserver notre qualité de vie. Il ne s'agit pas de paraître insensible, mais plutôt de souligner que notre prospérité sera basée - comme elle l'a toujours été - sur la nature.

La nature est le fondement de notre société et de nos économies. Elle fournit ce que l'on appelle des services écosystémiques,, tels que l'eau propre, les puits de carbone, etc. Ces services sont généralement, mais pas toujours, « gratuits » et, comme la plupart des choses gratuites, nous ne les évaluons généralement pas à leur juste valeur. Cependant, la valeur économique des services écosystémiques mondiaux est estimée à environ 120-140 000 milliards de dollars par an, soit bien plus que la valeur totale de l'économie mondiale (94 000 milliards de dollars en 2021). epuis des décennies, nous dépassons la capacité de la planète à faire face à nos activités. Les données de 2022 montrent que notre empreinte écologique mondiale actuelle est d'environ 1,75 planète, et qu'elle serait bien plus élevée si nous vivions tous comme nous le faisons dans les pays développés. En 2023, six des neuf limites planétaires ont été franchies, ce qui suggère que la Terre est désormais bien en dehors de l'« espace de fonctionnement sûr pour l'humanité »[68].

Le problème est qu'en vivant au-dessus de nos moyens pendant tant d'années, les écosystèmes sont moins capables de subvenir à nos besoins. Les estimations montrent qu'entre 1992 et 2014, le capital produit par personne a doublé et le capital humain par personne a augmenté d'environ 13 % au niveau mondial, mais que le stock de capital naturel par personne a diminué de près de 40 %.

La nature doit être intégrée dans les décisions économiques de la même manière que le sont les bâtiments, les machines, les routes et les compétences.

La véritable inquiétude réside dans notre capacité à modifier la Terre au point de la rendre impropre à la vie humaine et de faire s'effondrer les fondations sur lesquelles nous avons bâti nos civilisations et nos économies.

Les conséquences du changement climatique sur l'humanité suivent une trajectoire ascendante.[69] Avec les cultures succombant aux sécheresses et aux incendies, nos ressources alimentaires sont de plus en plus vulnérables. Plus de la moitié de l'Europe a été confrontée à de graves conditions de sécheresse au cours des derniers étés, ce qui a entraîné des pénuries alimentaires et des hausses de prix considérables[70]. Et si le monde se réchauffe de 2°C, 80 millions de personnes

supplémentaires seront confrontées à la faim d'ici 2050, en particulier en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Amérique centrale.[71] Bien sûr, les plus vulnérables seront les premiers à souffrir, mais ces problèmes - naturels et sociaux - ne seront pas freinés par les frontières.

Cela doit changer. La nature doit être prise en compte dans les décisions économiques et financières au même titre que les bâtiments, les machines, les routes et les compétences. Le PIB ne tient pas compte de la dépréciation des actifs, y compris de l'environnement naturel.

En outre, une estimation prudente du coût total, au niveau mondial, des subventions qui portent effectivement atteinte à la nature est de l'ordre de 4 à 6000 milliards de dollars par an[72]. Les flux financiers consacrés à l'amélioration de nos actifs naturels sont faibles en comparaison.

Comme l'a indiqué le rapport Dasgupta sur l'économie de la biodiversité lors de sa publication en 2021 : « La solution commence par la compréhension et l'acceptation d'une vérité simple : nos économies sont intégrées dans la nature, et non pas extérieures à elle... La biodiversité permet à la nature d'être productive, résiliente et adaptable. Tout comme la diversité au sein d'un portefeuille d'actifs financiers réduit le risque et l'incertitude, la diversité au sein d'un portefeuille d'actifs naturels augmente la résilience face aux chocs, réduisant ainsi les risques pour les services de la nature. Si l'on réduit la biodiversité, la nature et l'humanité en pâtissent».[73]

Il va sans dire que la planète Terre relèvera les défis posés par le changement climatique, comme elle l'a fait au cours des millions d'années précédentes. Les autres créatures de la planète ne s'en sortiront peut-être pas aussi bien - nos actions ont fait chuter les populations d'animaux sauvages de 69 % en moyenne depuis 1970 -, mais ce que nous essayons de dire ici, c'est que la prospérité humaine dépend entièrement de l'utilisation durable des ressources dont nous disposons. Dans un avenir lointain, si nous ne parvenons pas à comprendre cela, nous risquons d'assister à la prochaine grande extinction. Pour la planète, il ne s'agit pas d'une nouveauté, puisqu'elle a été témoin des cinq précédentes.

Ainsi, bien que l'argument ici soit en faveur de la nature, il s'agit de clarifier le rôle de la nature dans la prospérité humaine. Nous vivons dans une société capitaliste dont le rôle est d'accroître le capital. Mais ce capital est basé sur quelque chose qui a été extrait de la nature et nous devrions chercher à maximiser l'utilité de ce capital en reconnaissant sa centralité dans l'ensemble de notre modèle de croissance. Sinon, nous érodons les fondations sur lesquelles repose notre prospérité. SIF

POINT 15

Protéger la génération actuelle, et pas seulement la génération future

L'un des thèmes dominants de la protection de l'environnement est que nous devons prendre des mesures décisives aujourd'hui pour garantir que la planète soit habitable pour nos enfants et les leurs.

Malheureusement, cela ne se traduit pas par une politique efficace, en particulier dans les systèmes politiques démocratiques où l'attention portée au court terme l'emporte presque toujours sur les questions systémiques à long terme. Les objectifs fixés pour 2050 sont remis en cause parce que les responsables actuels ne seront plus là d'ici là.

Il suffit de penser à la kryptonite politique que constitue le relèvement de l'âge de la retraite, un sujet qu'aucune administration n'abordera avant d'y être absolument obligée, ce qui le rend d'autant plus difficile à traiter qu'il ne l'aurait pas été autrement.

Pour la transition écologique, l'objectif doit être de montrer que l'on peut améliorer la vie des gens ici et maintenant, et très certainement au cours de leur vie.

Prenons l'exemple de la principale préoccupation de la plupart des gens : leur profession. Comme l'indique le chapitre 11, près de la moitié de la main-d'œuvre mondiale sera touchée. Conscient que cette situation est bien plus déconcertante pour les travailleurs et les communautés qui se sont développés autour d'industries qui devront être progressivement abandonnées, le Forum économique mondial a étudié dix pays développés et émergents et a constaté que 12 millions d'« emplois verts » supplémentaires seront nécessaires d'ici à 2030 - et qu'à l'heure actuelle, seul 1 % de la main-d'œuvre occupait de telles fonctions.[74] Il existe donc de nombreuses possibilités de croissance.

Les opportunités sont autant pour les citoyens d'aujourd'hui que pour ceux de demain – c'est cette histoire que nous devons raconter.

Prenons la qualité de l'air, qui tue 7 millions de personnes chaque année. Près de la moitié d'entre elles meurent de la pollution de l'air domestique, qui pourrait être considérablement réduite par l'accès à des combustibles et à des technologies de cuisson propres. En termes financiers, le coût global de la pollution de l'air est estimé à 8100 milliards de dollars, soit plus de 6 % du PIB.[75] En effet, une autre étude portant sur les données de 178 pays pour la période 1995-2017 a révélé qu'une augmentation de 1 % des émissions de CO_2 entraînait une hausse de 2,5 % des dépenses de santé.[76] Il serait préférable et moins coûteux pour tout le monde de consacrer beaucoup plus de temps à la résolution de ce problème.

Une autre préoccupation majeure des particuliers est l'impact des coûts de l'énergie sur leur qualité de vie. Les consommateurs peuvent être confrontés à des coûts d'investissement initiaux supplémentaires et devoir dépenser plus à court terme pour l'électricité si les augmentations de prix sont répercutées sur eux. Les ménages à faibles revenus sont naturellement plus exposés. Mais le prix des énergies renouvelables s'effondrent, ce qui entraîne une baisse du prix de l'énergie. En outre, les coûts initiaux élevés peuvent être couverts par des mécanismes de financement innovants, tels que de nouvelles prestations de service ou les modèles de location de

technologies propres, les économies d'énergie pouvant être utilisées pour effectuer les remboursements sur plusieurs années, comme c'est le cas pour les pompes à chaleur. En fin de compte, cela permet de maintenir les prix de l'énergie au même niveau ou de les réduire pour les consommateurs.

Nous devons également tenir compte du fait que les effets négatifs du changement climatique - notamment l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes - se font déjà sentir et que l'inaction continuera à nous coûter cher. Le rapport Stern de 2006 a prédit il y a longtemps que les économies souffriraient considérablement de l'inaction, avec une baisse allant jusqu'à 20 % du PIB, alors que l'action ne coûterait qu'environ 1 % du PIB.[77] Une analyse plus récente de Swiss Re indique que les principales économies pourraient perdre 4 % de leur PIB d'ici 2050, même si nous atteignons les objectifs de Paris, à savoir une température inférieure à 2 °C, ce qui est le meilleur scénario de leur étude.[78]

En revanche, une analyse sérieuse de New Climate Economy en 2018 a indiqué que « des mesures audacieuses pourraient générer un gain économique direct de 26 000 milliards de dollars jusqu'en 2030 par rapport au statu quo ».[79]

Il est clair que les résultats dépendent des bons choix politiques qui seront faits, et en raison de la nature même de la transition écologique, ces choix sont d'une grande portée et d'une grande diversité. Ce qui est clair, c'est que les opportunités de la transition écologique sont autant pour les générations d'aujourd'hui que pour celles de demain - et c'est ce que nous devons démontrer aujourd'hui. SIF

POINT 16

Comme dans tout autre espace, il faut fixer des limites légales aux comportements irresponsables dans l'espace environnemental

Notre système juridique actuel nous offre de nombreuses possibilités de polluer notre environnement.

Nous pouvons librement utiliser des combustibles fossiles pour produire de la chaleur et de l'électricité, rejeter du méthane - un gaz 28 fois plus polluant que le CO_2 - à partir de décharges à ciel ouvert,[80] laisser les fumées d'usine polluer l'atmosphère, fermer les yeux sur la pollution plastique qui s'écoule dans nos rivières et dans les océans, et ignorer l'impact des produits chimiques de protection des cultures sur l'environnement au sens large.

Pour lutter contre le changement climatique, certains gouvernements ont cherché à introduire des réglementations, mais il y a eu des réactions négatives, souvent au motif qu'elles limitaient les libertés individuelles.

Les taxes sur le carbone suscitent des craintes quant à l'impact économique sur les particuliers et les entreprises ; l'interdiction des véhicules à moteur à combustion interne suscite des craintes quant à la liberté de choix des consommateurs ; l'interdiction de certains produits en plastique suscite des craintes quant à la liberté de choix des consommateurs ; le zonage environnemental visant à protéger les zones naturelles sensibles suscite des craintes quant aux droits de propriété et à l'épanouissement individuel. Le développement de l'agriculture biologique pour améliorer la nutrition a suscité des craintes quant à la liberté des agriculteurs de choisir leurs intrants.

Notre système juridique actuel nous permet de polluer notre environnement. Il est temps que cela change.

Ces exemples montrent les défis fondamentaux que pose l'équilibre entre la protection de l'environnement et la liberté individuelle. Pourtant, ces questions ne se posent pas lorsqu'il s'agit de questions non environnementales.

Les exigences sanitaires pour la production alimentaire, les limitations de vitesse, les règles de sécurité limitant le port d'armes à feu... tous ces éléments ne sont pas remis en cause sous couvert de restrictions des libertés individuelles et du libre arbitre.

Si les réglementations environnementales sont adoptées pour la protection collective de la population, la proposition devient difficilement acceptable lorsqu'il s'agit de restreindre les libertés. Pourtant, nous partageons tous le même environnement. Quand l'air est pollué, nous le respirons ; quand les plantes sont contaminées, nous les consommons ; quand les océans sont abîmés, nous mangeons les poissons ; etc. Il ne s'agit donc pas seulement des conséquences écologiques, mais aussi de notre propre santé.

Prenons l'exemple de la qualité de l'air : la pollution atmosphérique cause chaque année plus de décès que le tabac. Si de nombreux pays interdisent de fumer dans les lieux publics (par exemple la loi Evin en France[81]), il semble impensable d'interdire la pollution de notre bien commun : l'atmosphère. Pourtant, on peut éviter de fumer, mais on ne peut pas éviter de respirer.

L'objectif n'est pas de multiplier les réglementations, mais de mettre en place des réglementations pertinentes qui protègent la collectivité. Un changement de mentalité s'impose, prenant en compte la valeur inestimable de nos écosystèmes et leur impact sur notre société et notre économie. Nous devons prendre en compte les externalités négatives dans tout ce que nous faisons.

Un exemple intéressant se présente lorsqu'il s'agit des limitations de vitesse. L'argument est essentiellement celui de la sécurité, pour protéger à la fois le conducteur et les autres usagers de la route. Aurait-on pu l'accepter d'un point de vue environnemental, en reconnaissant que la conduite à des vitesses plus basses peut réduire les émissions de 10 à 20 %, même si l'on est obligé de conduire un peu plus longtemps, et donc de restreindre la liberté de circulation ?

Les débats sur ces questions constituent une partie importante du processus législatif. Les gouvernements doivent souvent chercher à trouver un équilibre entre la nécessité de protéger l'environnement et le respect des droits et des choix individuels. Dans le passé, la tâche était plus ardue car les technologies n'étaient pas disponibles ou financièrement viables. Mais ce n'est plus le cas, et les responsables politiques doivent donc être en mesure de défendre des politiques qui limitent les libertés, comme c'est le cas pour de nombreuses autres politiques, mais qui protègent le bien collectif. Le moment est venu. SIF

POINT 17

Choisissez avec soin la manière dont vous nommez et parlez de vos politiques

+

POINT 18

Montrer vaut mieux que dire

Dans un monde inondé de grandes promesses et d'objectifs ambitieux,« les actions sont plus éloquentes que les mots » ne pourrait être plus pertinent.

La rhétorique« Il faut agir maintenant ! » est devenue un refrain familier, mais elle manque souvent de la substance nécessaire pour susciter un véritable changement. Pour rester crédibles, les militants et les décideurs doivent dépasser le stade des objectifs abstraits et se plonger dans les détails de la manière dont ces objectifs seront atteints. Sans une présentation claire des stratégies mises en œuvre et des étapes franchies, les déclarations restent de la pure rhétorique.

Les rapports démontrent depuis des années que de nombreux engagements « zéro émission nette », même s'ils sont le signe d'une bonne intention, n'ont pas le niveau d'ambition requis pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5° C.[82] Par exemple, au moins un cinquième des 2000 plus grandes entreprises publiques du monde ont maintenant pris un engagement« zéro émission nette » pour supprimer leurs émissions de carbone. Pourtant, des études montrent que les engagements climatiques de 25 des plus grandes entreprises mondiales, telles que Google et Maersk, ne se traduiront à l'avenir que par des réductions d'émissions de l'ordre de 40 % au total.[83] Ainsi, lorsque des hommes politiques ou des PDG déclarent leur intention de réduire les émissions de CO_2 d'un certain pourcentage à une date précise ou de limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C, il est facile de rejeter ces déclarations comme des vœux pieux.

Les décideurs doivent passer d'objectifs abstraits à des détails sur la manière dont cela impactera les électeurs.

Mais le décalage entre les aspirations nobles et les plans d'action concrets rend ces déclarations stérilees, en particulier pour la majorité de la population. Pour combler ce fossé, il est essentiel d'adopter une approche globale qui englobe un cadre juridique et réglementaire clair, des procédures bien définies et, surtout, la mise en œuvre de solutions tangibles et matures.

Un cadre juridique et réglementaire solide est l'épine dorsale de tout plan d'action climatique efficace. Les simples déclarations d'intention doivent être transformées en lois et règlements contraignants qui obligent les individus et les industries à s'aligner sur les objectifs de durabilité. Des pays comme la Suède, le Danemark et le Chili ont déjà réussi à mettre en œuvre des lois environnementales strictes,[84] , ce qui a permis de réduire considérablement les émissions de carbone. Les statistiques montrent que les émissions de CO_2 par habitant en Suède ont diminué de 40 % depuis 1990.[85] Les émissions du Chili semblent avoir déjà atteint leur maximum et sont en

train de diminuer à un point tel que le Chili pourrait atteindre son objectif NDC de 95 $MtCO_2$ d'ici 2030, ce qui le mettrait sur la voie d'une réduction de 2 % à 11 % de son budget NDC.[86] Depuis la publication de la stratégie climatique en 2020, le Danemark a décidé d'investir dans un projet d'énergie renouvelable appelé Energy Islands, qui consiste en un réseau de d'éoliennes offshore en mer du Nord et en mer Baltique. En collaboration avec le gouvernement et le secteur privé, ce projet produira suffisamment d'énergie pour trois millions de foyers, permettant ainsi aux Danois et aux pays voisins d'alimenter leurs maisons en électricité. Ce projet devrait être opérationnel d'ici 2033. Bien que ce projet ne soit pas encore achevé, il pourrait permettre au Danemark et aux pays voisins d'être entièrement renouvelables, réduisant ainsi le besoin de combustibles fossiles et de sources d'énergie non renouvelables.[87] Un témoignage de la puissance d'une base juridique bien établie.

Il est donc évident qu'une bonne politique vaut mieux qu'une mauvaise. Personne ne le réfutera, même si l'appréciation d'une loi peut différer. Mais ce n'est pas tout. S'il vaut mieux montrer que dire, ce dernier point n'en reste pas moins important. Vous pourriez avoir une excellente politique, qui fonctionne pour tous : entreprises, société civile, ONG locales, politiciens de tous bords, avec tout le monde d'accord et une loi qui fonctionnera pour toutes les sphères de la société, si vous vous trompez de nom, cela ne fonctionnera pas.

Prenez la loi américaine sur la réduction de l'inflation (American Inflation Reduction Act)[88]. Tout le monde aime la réduction de l'inflation. Mais dans le cas présent, cette loi a servi de catalyseur pour l'action climatique, avec de nouveaux outils sans précédent pour la transition verte. Depuis son adoption par les deux chambres du Congrès américain, plus de 270 nouveaux projets d'énergie propre ont été annoncés, pour des investissements totalisant quelque 132 milliards de dollars.[89] Le fait que ce projet de loi ait réussi à traverser l'une des institutions politiques les plus sclérosées en matière d'action climatique n'est pas anodin. Prenons maintenant le Green Deal.[90] Bien qu'il s'agisse d'un programme législatif très différent, il touche à l'industrie, à l'agriculture et à tout ce qui se trouve entre les deux. Mais le fait qu'il soit perçu comme faisant partie d'un programme purement environnemental n'a pas facilité son acceptation par les populations européennes, en particulier avec les retombées économiques du COVID-19 et la guerre en cours en Ukraine. Les Verts sont associés à une idéologie politique, à un parti politique : automatiquement, les opposants auront des sentiments négatifs à l'égard de tout ce qui y est associé de près ou de loin.

Cela dit, une bonne communication doit s'accompagner d'une bonne politique. Prenons l'exemple du prix du carbone au Canada, qui n'est jamais considéré comme une taxe mais comme un« prix sur la pollution», le revenu étant reversé aux citoyens sous la forme d'un remboursement d'impôt.[91] Il ne faut pas s'étonner que cette approche soit appréciée des électeurs et qu'elle soit essentielle au succès de la politique. Elle contribue également à accroître la compétitivité des acteurs industriels, l'augmentation constante de son prix les obligeant à être les plus propres et les plus efficients possibles.

Une loi est comme n'importe quel produit que l'on voudrait vendre : elle doit être belle, mais ses avantages doivent être évidents et convaincants. SIF

POINT 19

Faire de la transition un avantage pour tous – du Nord au Sud

Si la lutte contre le changement climatique est présentée comme un sacrifice financier pour les pays riches et une menace pour la croissance économique des pays en développement, elle se heurtera à l'opposition du monde entier.

Les économies en développement et émergentes ont une responsabilité historique bien moindre dans le changement climatique, mais leurs économies, leurs citoyens et leurs infrastructures sont beaucoup plus vulnérables à ses effets. L'Afrique représente 4 % des émissions mondiales de CO_2 , et pourtant les effets du changement climatique menacent la santé et la sécurité humaines, la sécurité alimentaire et hydrique et le développement socio-économique sur tous les continents. Il est clair que les économies en développement et émergentes ont besoin d'aide pour s'adapter, mais aussi pour se moderniser. En effet, il n'y a aucune raison pour que le développement économique à venir soit à forte intensité de carbone alors qu'il en existe d'autres, plus efficaces, plus écologiques et plus (ou aussi) rentables.

Selon les experts, les pays en développement ont besoin de 2,4 billions de dollars par an pour faire face aux conséquences du changement climatique et s'engager dans la transition écologique.[92], Ce montant couvre l'atténuation, l'adaptation et les pertes et dommages. Il est important d'indiquer explicitement à quoi correspondent ces besoins de financement. Le montant à allouer à l'atténuation est le plus important, mais c'est aussi celui qui est assorti d'un flux de revenus et qui, par conséquent, est attrayant pour les investisseurs.

La transition permet aux pays d'offrir une voie plus efficace vers une croissance équitable et juste.

Malheureusement, les flux de capitaux consacrés à l'atténuation ne sont pas assez importants et le facteur critique est de« catalyser le secteur privé pour qu'il s'engage dans cette voie dans les pays en développement ». Ils le font dans les pays riches : 81 % des mesures d'atténuation du changement climatique et de transformation verte sont financées par le secteur privé dans les pays riches, mais seulement 14 % dans les pays pauvres. C'est l'objectif de l'initiative de Bridgetown : garantir le risque de change que courent les investisseurs privés lorsqu'ils se rendent dans les pays en développement.[93]

Mais ces barrières à l'entrée ne concernent pas seulement les investisseurs. Elles s'étendent également aux ménages à faibles revenus, où les enquêtes montrent régulièrement que le changement climatique est l'une des principales préoccupations.[94] La croyance que la participation à la transition écologique est coûteuse et inaccessible, qu'elle est réservée aux quelques privilégiés qui peuvent s'offrir des véhicules électriques et des panneaux solaires sur les toits, persiste. Pourtant, la réalité est tout autre et, si les conditions sont réunies, ce potentiel pourrait être exploité et devenir un vecteur d'équité, transformant la vie des citoyens de ces pays.

Si un environnement favorable était mis en place, les pays émergents et en développement ne se contenteraient pas de décarboner, ils cesseraient de s'appauvrir.

Il y a quelque chose qui ne va pas lorsque l'Afrique ne produit que 6 % des combustibles fossiles mondiaux mais a accès à 39 % du potentiel mondial en matière d'énergies

renouvelables.[95] Malgré cela, seuls 17 % des investissements étrangers directs[96] en Afrique ont été consacrés à des projets d'énergie renouvelable entre 2017 et 2012.[97] Les pays les plus pauvres s'appauvrissent chaque année car ils importent de l'énergie fossile en utilisant des devises étrangères.[98] Or, l'énergie solaire, l'énergie éolienne, le biogaz, les turbines électriques pour les petites rivières et les sources géothermiques locales peuvent fournir aux populations locales une électricité durable et peu coûteuse.

De même que nombre de ces pays ont pu passer de l'absence de télécommunications à l'abandon des lignes terrestres et à la possession de téléphones mobiles, un saut technologique similaire est essentiel pour la transition écologique : passer d'une production d'énergie centralisée coûteuse et de portée limitée à une production d'énergie décentralisée, axée sur le développement, à partir de sources renouvelables, qui sont devenues les options les plus rentables aujourd'hui.

Il est donc urgent 1) que les pays en développement adoptent des politiques d'innovation et d'énergie susceptibles de stimuler leurs industries d'énergie et de technologies propres et 2) de réformer les règles actuelles du commerce mondial et du transfert de propriété intellectuelle pour permettre aux pays en développement d'exploiter leurs propres industries vertes et d'accéder aux technologies développées dans les pays plus riches. Les exportations de technologies vertes en provenance du Nord industrialisé ont presque triplé, passant de 60 milliards de dollars en 2018 à plus de 156 milliards de dollars en 2021, tandis que les exportations du Sud sont passées de 57 milliards de dollars à 75 milliards de dollars au cours de la même période[99]. Mais faut-il mettre l'accent sur le financement des startups locales ou s'assurer que les solutions nécessaires sont rapidement adaptées dans les pays du Sud ? Les deux. L'un créera sans aucun doute une propriété intellectuelle locale, l'autre apportera des technologies qui ont déjà fait leurs preuves. Il ne peut y avoir de mise en œuvre à grande échelle sans rentabilité.

Bien que la communauté internationale reconnaisse la nécessité de mettre en place des mécanismes de financement innovants pour atteindre les objectifs fixés, comme le montre la déclaration de Nairobi de 2023,[100], il est clair que l'engagement actuel des pays donateurs à mobiliser 100 milliards de dollars par an est loin d'atteindre les 2400 milliards de dollars nécessaires, surtout si l'on considère que les pays à revenu faible et intermédiaire pourraient être confrontés à des coûts allant jusqu'à 580 milliards de dollars par an d'ici à 2030.[101]

Pour les populations des économies émergentes, la notion d'équité est d'une importance capitale. Il est essentiel de reconnaître les opportunités que les économies développées ont eues dans le passé par rapport à celles qui sont encore en cours de développement. L'idée devrait donc être que les économies émergentes évitent les mêmes erreurs que les économies développées et les autres pays émergents et qu'elles bénéficient au contraire d'une voie plus efficace vers une croissance équitable.

Les bénéfices de la transition écologique devraient être universels. Les débloquer reste l'opportunité économique du siècle. Cela est vrai dans les pays riches du Nord comme dans les pays pauvres du Sud. L'économie est saine et il y a des opportunités à saisir. SIF

RÉFÉRENCES

1. L'importance de la concordance des langages

2. Parler de solutions, pas seulement de problèmes

[1] GIEC : Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat est une organisation intergouvernementale autonome créée en 1988 dans le cadre du G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) par deux institutions des Nations unies : le Programme des Nations unies pour l'environnement et l'Organisation météorologique mondiale. Cette organisation évalue l'état des connaissances sur le changement climatique, ses causes et ses impacts. Le GIEC identifie également les moyens de limiter l'ampleur du réchauffement de la planète et la gravité de ses effets, et de s'adapter aux changements attendus. https://www.ipcc.ch/about/

[2] ONU, remarques du Secrétaire général à l'ouverture de haut niveau de la COP22, novembre 2022,

https://www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2022-11-07/secretary-generals-remarks-high-level-opening-of-cop27

[3] RPP : Le réflexe de paralysie de la peur (RPP) est l'un des premiers réflexes à se développer chez l'homme. Il est déclenché in utero, vers la 5e semaine de vie.

[4] Jochen Kleres et al, Fear, hope, anger, and guilt in climate activism, https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14742837.2017.1344546

[5] GIEC, Changement climatique 2022 : Atténuation du changement climatique, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/IPCC_AR6_WGIII_FullReport.pdf

[6] Fondation Solar Impulse, Wagabox, https://solarimpulse.com/solutions-explorer-fr/wagabox-1?queryID=e236e9e8112b78f8f3ce9243eab656ce

[7] Fondation Solar Impulse, The Eco-Stock, https://solarimpulse.com/solutions-explorer-fr/the-ecostock?queryID=8e0ace6c4c1d6e8be82e7daa2d587fe4

[8] Fondation Solar Impulse, HpO, https://solarimpulse.com/solutions-explorer-fr/ai-for-high-efficiency-water-networks?queryID=e72e9a1781b5c0a3e94f9f7f2e3502ed

[9] Fondation Solar Impulse, Shayp, https://solarimpulse.com/solutions-explorer-fr/shayp?queryID=56b55931dc0d8a1fbb1272958a1831e6

[10] Fondation Solar Impulse, Skywater & Sopranature, https://solarimpulse.com/solutions-explorer-fr/skywater-sopranature?queryID=03a19456e5388137ee1ff67834e585c5

[11] Fondation Solar Impulse, Gramitherm, https://solarimpulse.com/solutions-explorer-fr/gramitherm-1?queryID=4dd7d9ea85a573ffd6a7cba7a3710192

[12] Fondation Solar Impulse, Ecoboard, https://solarimpulse.com/solutions-explorer-fr/ecoboard-made-from-coconut-waste

[13] Fond de teint Solar Impulse, StixFresh & Shelf Defense, https://solarimpulse.com/solutions-explorer-fr/stixfresh-shelf-defense?queryID=d14544aa42f377fb1a14286057564a74

[14] Fondation Solar Impulse, OptiFlight, https://solarimpulse.com/solutions-explorer-fr/optiflight?queryID=4744eac09f5a0a71bb011ad42d47905f

3. L'action climatique, vecteur d'opportunités commerciales et de nouveaux marchés

[15] La compétitivité des énergies renouvelables s'accélère malgré le coût de l'inflation

[16] Ce que le développement durable signifie aujourd'hui

[17] L'immobilier commercial bénéficie de primes vertes en Europe

[18] Réévaluation des performances des bâtiments écologiques. Laboratoire national du Pacifique Nord-Ouest

[19] Au-delà de l'analyse de rentabilité. Pourquoi vous ne pouvez pas vous permettre de ne pas investir dans un environnement bâti durable. Conseil mondial du bâtiment durable.

[20] L'Ecostock est un conteneur qui contient des céramiques capables de capter et de stocker la chaleur perdue, qui peut ensuite être utilisée comme source de chauffage - de l'air chaud à température constante est fourni (jusqu'à 1000°C) - ou être convertie en électricité.

[21] Capter l'énergie. Aperçu des sources typiques de chaleur résiduelle et des principales technologies de récupération de la chaleur résiduelle. Waste-Heat.EU.

4. Considérer la décarbonation comme une conséquence de la modernisation, non comme un objectif final

[22] Refurbishing Europe : Igniting opportunities in the built environment (Remise à neuf de l'Europe : des opportunités pour l'environnement bâti). McKinsey & Company.

[23] Efficacité énergétique dans les bâtiments. Commission européenne.

5. Mettre en évidence les économies et les retours sur investissement, non les coûts et les sacrifices

[24] L'avenir des pompes à chaleur. AIE.

[25] Voitures électriques ou voitures à essence : Est-ce moins cher de conduire un VE ? Conseil de défense des ressources naturelles.

[26] Power2People : Thermostats intelligents

[27] Solution efficace pour Solar Impulse : Ligne jumelée Joulia

6. Il ne s'agit pas de technologies futures, mais de technologies existantes

[28] Solutions Explorer.

[29] Le pic pétrolier est arrivé. Enfin, peut-être. Zéro podcast. Octobre 2023.

[30] Celsius Energy, une solution labellisée Solar Impulse.

7. Commencer par ce qui est facile et rentable

[31] L'Usain Bolt de l'énergie solaire - Ep130 : Paddy Padmanathan. Nettoyage avec Michael Liebreich. Dit à 01:00:41

[32] Réduction du méthane. AIE.

[33] Décarbonisation de l'aviation : Réaliser les objectifs de zéro émission nette. McKinsey & Company

8. L'efficience au détriment de la sobriété et la décroissance

[34] Ezra Klein interviewe Noam Chomsky. The Ezra Klein Show, podcast, 23 avril 2021.

[35] Noam Chomsky sur le « capitalisme sauvage » : Du changement climatique à la guerre en passant par la faillite des banques. Salon. 11 avril 2023

[36] Épisode 79. Le mec en colère de l'énergie propre, avec Assaad Razzouk.

9. Précisez de quelle décroissance vous parlez

[37] En 2025, les règles relatives à ce qui est mesuré dans le PIB seront révisées par les Nations unies, les statisticiens continuant à se demander comment la durabilité et le bien-être pourraient être plus étroitement alignés sur le PIB. Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social. Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social. 2009.

[38] Croissance, décroissance ou post-croissance ? Vers une compréhension synthétique du débat sur la croissance. Forum pour une nouvelle économie. 2022. P. 18

[39] Une économie de beignets, s'il vous plaît, mais pas de glaçage agnostique. Steady State Herald. 2021.

10. Qualité versus quantité

11. Nouvelles professions plutôt qu' emplois perdus

[40] Des compétences pour un avenir plus vert. P. 9. Organisation internationale du travail. 2019

[41] IRENA (2020b) Global Renewables Outlook : Energy transformation 2050, Agence internationale pour les énergies renouvelables, Abu Dhabi.

[42] La protection sociale comme mesure de compensation des effets négatifs de l'atténuation du changement climatique. P. 7. GIZ.

[43] La protection sociale comme mesure de compensation des effets négatifs de l'atténuation du changement climatique. P. 12. GIZ. https://socialprotection.org/sites/default/files/publications_files/GIZ_Social_Protection_CCM_LMICs.pdf

[44] Les compétences sont-elles la pièce manquante des transitions vertes ? Coalition pour une économie verte.

[45] Les compétences sont-elles la pièce manquante dans les transitions vertes ?

[46] L'action climatique doit être une action sur le marché du travail. P. 4. Groupe Adecco

[47] Pas de transition juste sans compétences Compétences pour les politiques de lutte contre le changement climatique. P. 13. Organisation internationale des employeurs.

[48] L'Allemagne a besoin d'un système de formation continue plus cohérent qui réponde mieux aux besoins des personnes peu qualifiées.

[49] Formation continue : Heil s'engage dans la voie de la formation continue en tant que moyen de lutte contre le changement de carrière

12. Diversification plutôt que secteurs menacés & 20. Urgence climatique ou impératif économique ?

[50] Une étude de McKinsey a estimé que les dépenses mondiales en actifs physiques dans le cadre de la transition s'élèveraient à environ 275 000 milliards de dollars entre 2021 et 2050, soit environ 7,5 % du PIB par an en moyenne.

La transition nette zéro : Ce que cela coûterait, ce que cela pourrait apporter : https://www.mckinsey.com/capabilities/sustainability/our-insights/the-net-zero-transition-what-it-would-cost-what-it-could-bring

[51] La voie vers une révolution industrielle durable (2022) : https://www.siemens-energy.com/global/en/home/stories/decarbonizing-hard-to-abate-industries.

[52] Combustibles fossiles non extractibles dans un monde à 1,5 °C (2021) : https://www.nature.com/articles/s41586-021-03821-8

[53] Les actifs bloqués liés aux combustibles fossiles se traduisent par des pertes importantes pour les investisseurs dans les économies avancées (2022) : https://www.nature.com/articles/s41558-022-01356-y

[54] https://www.theguardian.com/business/2019/jun/12/worlds-biggest-sovereign-wealth-fund-to-ditch-fossil-fuels

[55] https://divestmentdatabase.org/

[56] Il s'agit de réaffecter les activités à forte intensité d'émissions à des activités à faible intensité d'émissions, soit en transformant les activités à forte intensité d'émissions par la décarbonisation, soit en les cédant.

[57] ENGIE, au service de l'efficacité énergétique des entreprises et des collectivités. Engie

[58] Iberdrola prévoit une hausse de 8 à 10 % de son bénéfice net avant l'impôt sur les bénéfices exceptionnels. 22 février 2023.

[59] Jouer la carte de l'offensive pour créer de la valeur dans le cadre de la transition nette zéro (2022)

https://www.mckinsey.com/capabilities/sustainability/our-insights/playing-offense-to-create-value-in-the-net-zero-transition

[60] Le « multiple d'entreprise » est le rapport entre la valeur de l'entreprise et le bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement.

[61] Jouer la carte de l'offensive pour créer de la valeur dans le cadre de la transition nette zéro (2022)

https://www.mckinsey.com/capabilities/sustainability/our-insights/playing-offense-to-create-value-in-the-net-zero-transition

13. Pourquoi s'engager dans la transition si les grands acteurs continuent à polluer ? Pour obtenir un avantage compétitif !

[62] REEPRODUCE - Démantèlement et recyclage des terres rares des produits en fin de vie pour la transition écologique européenne. Sintef. Septembre 2022.

[63] Retour sur 30 ans de taxes sur le carbone en Suède, 2020. Tax Foundation.

[64] Taxe carbone suédoise, 2023. Bureaux du gouvernement de la Suède

[65] Retour sur 30 ans de taxes sur le carbone en Suède. Tax Foundation

[66] Saudi Aramco parie sur le fait d'être la dernière grande compagnie pétrolière encore en activité. Financial Times. 12 janvier 2023.

[67] Donner un prix au carbone. CDP. avril 2021.

14. Il s'agit de l'humanité, pas de la planète & 21. Il ne s'agit pas seulement de la lutte contre le changement climatique, mais aussi de ses bénéfices cachés.

[68] ''La Terre au-delà de six des neuf frontières planétaires''. Katherine Richardson et al, Science Advances (9), 2023

Au milieu des années 2000, des scientifiques, sous la direction de Johan Rockström, ont cherché à définir les limites de sécurité de la Terre pour l'humanité. Ils ont identifié neuf processus clés influencés par l'activité humaine qui menacent la stabilité de notre planète, notamment le changement climatique, la biodiversité, l'acidification des océans, etc. Ces processus sont vitaux pour notre environnement, mais ils ont été considérablement affectés par les actions de l'homme.

[69] Le changement climatique a des conséquences généralisées et irréversibles, selon le GIEC. New Scientist.

[70] La baisse des rendements agricoles en Europe due aux vagues de chaleur pourrait aggraver la hausse des prix. The Guardian.

[71] COP27 : La crise climatique est une catastrophe alimentaire. Action contre la faim

[72] L'économie de la biodiversité : The Dasgupta Review - Headline Messages. GOV.UK

[73] L'économie de la biodiversité : The Dasgupta Review - Headline Messages. GOV.UK

15. Protéger la génération actuelle, pas seulement celle à venir

[74] Les emplois de demain : Des emplois sociaux et verts pour construire des économies inclusives et durables. Janvier 2023.

[75] Banque mondiale. 2022. Le coût sanitaire mondial de la pollution atmosphérique par les PM2,5 : Un cas d'action au-delà de 2021. International Development in Focus ; ©Washington, DC : Banque mondiale. http://hdl.handle.net/10986/36501

[76] L'impact de la pollution de l'air sur les dépenses de santé pour les maladies respiratoires : Evidence from the People's Republic of China. Risk Manag Healthc Policy. 2020 ; 13 : 1723-1738.

[77] L'économie du changement climatique : Le rapport Stern. 2006. Résumé des conclusions

[78] L'économie mondiale devrait perdre jusqu'à 18 % de son PIB à cause du changement climatique si aucune mesure n'est prise, révèle l'analyse « stress-test » du Swiss Re Institute. Avril 2021.

[79] Rapport 2018 de la Commission mondiale sur l'économie et le climat. 2018. La nouvelle économie du climat.

16. Comme dans tout autre espace, il faut fixer des limites légales aux comportements irresponsables dans l'espace environnemental

[80] MIT News, Reducing methane emissions at landfills, février 2022, https://news.mit.edu/2022/loci-methane-emissions-landfills-0202

[81] Légifrance, Loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, 10 janvier 1991, https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000344577/

17. Choisissez avec soin la manière dont vous nommez et parlez de vos politiques

[82] Black, R., Cullen, K., Fay, B., Hale, T., Lang, J., Mahmood, S., Smith, S.M. (2021). Taking Stock : A global assessment of net zero targets, Energy & Climate Intelligence Unit et Oxford Net Zero. P.25

[83] La vérité derrière les engagements des entreprises en matière de climat. The Guardian (2021)

[84] En 2017, la Suède a adopté un nouveau cadre de politique climatique. Ce cadre se compose d'une loi sur le climat, d'objectifs climatiques et d'un conseil de la politique climatique. La loi danoise sur le climat de 2020 définit le cadre de la politique climatique danoise. Elle régit notamment la manière dont les objectifs climatiques nationaux doivent être fixés et le moment où ils doivent l'être, et décrit la structure institutionnelle et les tâches du Conseil danois sur le changement climatique. Tous les cinq ans, le gouvernement doit présenter un nouvel objectif climatique à l'horizon de dix ans.

[85] Émissions annuelles de dioxyde de carbone en Suède de 1970 à 2022

[86] Résumé par pays : Chili. Suivi de l'action climatique

[87] 3 pays leaders en matière de politique climatique. Earth.org

[88] Loi de 2022 sur la réduction de l'inflation

[89] La « loi sur la réduction de l'inflation » de M. Biden : la réalité. Business Live. (août, 2023

[90] European green deal - Delivering on our targets (Le pacte vert européen - Atteindre nos objectifs). Commission européenne, Direction générale de la communication. Office des publications de l'Union européenne, 2021.

[91] Comment le Canada a mis en place une taxe sur le carbone et a rendu l'argent. Zero Podcast. 13 juillet 2023.

18. Montrer vaut mieux que dire

19. Faire de la transition un avantage pour tous – du Nord au Sud

[92] Président de la COP 28 : « Il est temps de transformer le financement de la lutte contre le changement climatique et de combler le déficit de 2400 milliards de dollars. 2023

[93] La réunion de Paris qui pourrait faire passer des milliards de dollars au climat. Zero Podcast. 15 juin 2023

[94] Le changement climatique reste la principale menace mondiale selon une enquête menée dans 19 pays. Institut de recherche Pew. 2022

[95] Le financement n'est pas un obstacle à l'accélération de la transition énergétique dans les pays du Sud. Moniteur de l'énergie. 2023

[96] En économie, un investissement « greenfield » (IG) désigne un type d'investissement direct étranger (IDE) dans le cadre duquel une entreprise s'implante dans un pays étranger.

[97] CUA/OCDE (2023), Investir dans les énergies renouvelables pour le développement durable de l'Afrique de l'Est. Dynamique de développement de l'Afrique 2023 : Investir dans le développement durable, Éditions OCDE, Paris. P.170

[98] Le choc énergétique frappe de plein fouet les pays pauvres qui dépendent des importations.Japan Times. 2022

[99] Technologies vertes : Une action politique cohérente est nécessaire pour que les pays en développement puissent en tirer profit. CNUCED. 2023

[100] La déclaration de Nairobi exige que les grands pollueurs engagent davantage de ressources pour aider les pays les plus pauvres. Elle exhorte les dirigeants mondiaux à « se rallier à la proposition d'un régime mondial de taxation du carbone comprenant une taxe carbone sur le commerce des combustibles fossiles, le transport maritime et l'aviation, qui pourrait également être complétée par une taxe mondiale sur les transactions financières ».

[101] Zagema et al. « Rapport alternatif sur le financement du climat 2023 : Assessing the delivery of the $100 billion commitment ». Oxfam International, 2023

Concept & Writing
Bertrand Piccard

Research & Writing
Bertrand Piccard
Léa Andersson
Jean Constantinesco
Alessandro Gaillard
Remy Kalter
Sixtine Morin
Myriam Schwartz

Editorial
Michèle Piccard
Héloïse Lauener

Contact
fondation@solarimpulse.com

SOLAR**IMPULSE**
FOUNDATION

Graphic Arts
Bontron & Co – Geneva
www.bontron.ch

Printer
Imprimerie Chapuis – Geneva
www.imprimerie-chapuis.ch

Printed in compliance with
ISO 14001
CO_2 Footprint Compensation
My Climate Foundation
www.myclimate.org

Lorsqu'il s'agit d'action climatique, les mots peuvent soit motiver et susciter un changement, soit décourager et susciter la résistance.

Il est donc crucial d'adopter un nouveau discours - un discours qui met en avant les opportunités de transformation, de renouveau et d'équité inhérentes à la transition, en présentant une image emballante de l'action climatique.

À cette fin, Bertrand Piccard et la Fondation Solar Impulse ont élaboré le Nouveau Narratif Climatique, une stratégie visant à surmonter la résistance à la transition écologique.

À travers plus de 20 points, ce document recadre l'action climatique et la rend attrayante en présentant des solutions plutôt que des problèmes, aidant ainsi les décideurs politiques à la traiter sous l'angle des solutions.

LE NOUVEAU NARRATIF CLIMATIQUE